
ALIMENTATION COUCHE-TARD ANNONCE LES RÉSULTATS DE SON TROISIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2012

- Pour le trimestre, le bénéfice net par action sur une base diluée est de 0,48 \$ contre 0,37 \$ l'an dernier, une amélioration de 29,7 %. Le bénéfice net par action sur une base diluée des trois premiers trimestres est en hausse de 13,6 %.
- Ventes de marchandises par magasin comparable en hausse de 3,4 % aux États-Unis et de 3,1 % au Canada. Aux États-Unis, en excluant les produits du tabac influencés par l'effet déflationniste occasionné par la stratégie de prix d'un manufacturier de cigarettes, la hausse est de 6,7 %.
- Marge brute consolidée sur les marchandises et services en hausse de 20,4 millions \$ ou 3,4 %, s'établissant à 32,9 %, une baisse de 0,3 %.
- Aux États-Unis, volume de carburant par magasin comparable en progression de 1,1 % et volume total en hausse de 14,0 %, une nette amélioration par rapport au deuxième trimestre.
- Au Canada, volume de carburant total en hausse de 4,6 % considérant les nouveaux sites vendant du carburant mais stable sur une base comparable, une nette amélioration comparativement à la baisse de 3,0 % sur une base comparable au deuxième trimestre.
- La marge brute sur le carburant aux États-Unis s'est établie à 14,84 ¢ par gallon comparativement à 13,12 ¢ par gallon pour la période correspondante de l'exercice précédent. Au Canada, la marge brute sur le carburant a été de 5,19 ¢ CA par litre comparativement à 5,66 ¢ CA par litre l'exercice précédent.
- Excluant les frais liés aux modes de paiements électroniques et les frais d'acquisition, les frais d'exploitation ont représenté 30,2 % des ventes de marchandises et services au troisième trimestre de l'exercice 2012 comparativement à 30,8 % au troisième trimestre de l'exercice 2011. Ce ratio s'est amélioré de façon constante depuis les derniers 12 trimestres.
- Au cours du trimestre, signature d'une nouvelle entente pour un total de 20 magasins corporatifs.
- Depuis le début de l'exercice 2012, la société a signé des ententes pour l'acquisition de 227 magasins corporatifs, 243 magasins opérés par des exploitants indépendants et 80 contrats d'approvisionnement. 39 magasins corporatifs, 147 magasins opérés par des exploitants indépendants et 17 contrats d'approvisionnement en carburant n'avaient pas encore été intégrés au réseau en date du 29 janvier 2012.
- Rachat de 2 000 actions à vote multiple catégorie A et de 2 616 000 actions à droit de vote subalterne catégorie B.
- Signature d'une nouvelle convention de crédit de 1,0 milliard \$ d'une durée initiale de cinq ans à des conditions exceptionnelles compte tenu du marché actuel.

TSX : ATD.A, ATD.B

Laval (Québec), le 13 mars 2012 – Pour son troisième trimestre, Alimentation Couche-Tard inc. annonce un bénéfice net de 86,8 millions \$, en hausse de 17,2 millions \$ ou 24,7 % comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent. La hausse est principalement attribuable à la contribution des acquisitions, à l'accroissement de la contribution des ventes de marchandises et

services, à la diminution des frais financiers ainsi qu'à la saine gestion par Couche-Tard de ses dépenses. Ces éléments ont été contrebalancés, en partie, par l'accroissement de la dépense d'amortissements ainsi que par les frais d'acquisition enregistrés aux résultats du trimestre.

« Nous avons continué de privilégier une stratégie axée sur le maintien et l'accroissement de l'achalandage en magasin, ce qui a vraiment porté fruit ce trimestre » a affirmé Alain Bouchard, président et chef de la direction. « Ainsi, grâce à certaines promotions ciblées et à l'amélioration continue de notre offre de produits frais en magasins, l'accroissement des ventes de marchandises par magasin comparable s'est accéléré au cours du trimestre, ce qui a permis de hausser la contribution des ventes en magasin. Cette bonne performance, combinée au contrôle continu de nos coûts nous ont permis de livrer des résultats très satisfaisants. Nos équipes continuent de travailler fort sur le développement de notre offre de produits frais et sur l'intégration des magasins nouvellement acquis ou sur le point de l'être, ce qui laisse entrevoir de belles choses pour les trimestres à venir » a conclu monsieur Bouchard.

Pour sa part, Raymond Paré, vice-président et chef de la direction financière a indiqué : « La hausse très satisfaisante de 29,7 % du bénéfice net par action sur une base diluée reflète bien l'accroissement de la contribution des ventes de marchandises et services, notre contrôle des coûts depuis plusieurs années, la gestion proactive de notre bilan, les rachats d'actions ainsi que l'apport des acquisitions récemment effectuées. Sur ce dernier point, il faut rappeler que la plupart des magasins acquis n'ont été intégrés à notre réseau qu'au cours du troisième trimestre, ce qui rend encore plus intéressant l'accroissement de 13,6 % du bénéfice net par action sur une base diluée depuis le début de l'exercice, celui-ci n'ayant pas pleinement profité de l'apport additionnel des acquisitions. De plus, plusieurs magasins doivent encore être intégrés à notre réseau au cours des prochains trimestres, ce qui devrait contribuer à l'accroissement de nos résultats à moyen terme. Nous continuons aussi à travailler sur d'autres opportunités d'acquisitions. Ainsi, l'accroissement de valeur demeure une priorité pour nous et nous utilisons les différents moyens à notre disposition de façon équilibrée tel que nous le faisons depuis des années ».

Faits marquants du troisième trimestre de l'exercice 2012

Croissance du réseau

Entente de juin 2011 avec ExxonMobil

Le tableau suivant résume les progrès effectués dans le cadre de l'entente d'acquisition signée en juin 2011 avec ExxonMobil ainsi que les étapes qui doivent être complétées.

	Durant la période de 12 semaines terminée le 9 octobre 2011	Durant la période de 16 semaines terminée le 29 janvier 2012	Durant la période comprise entre le 29 janvier 2012 et le 13 mars 2012	Magasins qui n'ont pas encore été intégrés
Magasins corporatifs	1	73 ⁽¹⁾	-	-
Sites opérés par des exploitants indépendants (terrain loué par la société et bâtisse détenue par la société)	-	83	-	-
Sites opérés par des exploitants indépendants (immobilier détenu par la société)	-	-	7	140 ⁽²⁾
Contrats d'approvisionnement en carburant	63	-	3 ⁽³⁾	14 ⁽³⁾

(1) Deux de ces sites étaient exploités par des exploitants indépendants au moment de l'entente originale intervenue avec ExxonMobil en juin 2011.

(2) Conditionnel à l'obligation de ExxonMobil de faire une offre « *bona fide* » aux exploitants indépendants. Si l'exploitant accepte l'offre, seuls les contrats d'approvisionnement en carburant seront transférés à Couche-Tard.

(3) Pour ces sites, les exploitants indépendants ont accepté l'offre « *bona fide* » que ExxonMobil leur a soumise. Donc, seuls les contrats d'approvisionnement en carburant de ces sites ont été (seront) transférés.

Transactions complétées

Le 13 octobre 2011, Couche-Tard a acquis auprès de Chico Enterprises Inc., 26 magasins corporatifs opérant dans le nord de la Virginie de l'ouest, États-Unis, une région adjacente aux opérations de Couche-Tard en Ohio. La société est propriétaire de l'immobilier de 25 des sites tandis qu'elle détient la bâtisse et loue le terrain pour l'autre site.

Les 8, 9 et 10 novembre 2011, par l'entremise de sa coentreprise RDK, Couche-Tard a acquis auprès de Supervalu Inc., 27 magasins opérant dans la région de Chicago, Illinois, États-Unis. L'entente comprend aussi le transfert à RDK de deux parcelles de terrains vacants. Des 27 magasins, 14 sont des magasins corporatifs et 13 sont exploités par des exploitants indépendants. RDK est propriétaire de l'immobilier pour 24 magasins et deux parcelles de terrains vacants et loue l'immobilier pour les trois autres magasins.

Les 16 et 17 novembre 2011, Couche-Tard a acquis auprès de ExxonMobil, 33 magasins corporatifs opérant sous la bannière « On the Run » dans l'état de la Louisiane, États-Unis. La société détient les bâtisses des 33 sites ainsi que le terrain de 25 sites tandis qu'elle loue les terrains pour huit sites.

Le 12 décembre 2011, Couche-Tard a acquis auprès de Neighbors Stores Inc., 11 magasins corporatifs opérant sous la bannière « Neighbors » dans l'état de la Caroline du Nord aux États-Unis. La société détient les bâtisses de huit sites ainsi que les terrains de neuf sites tandis qu'elle loue ces mêmes actifs pour les autres sites.

De plus, au cours du troisième trimestre de l'exercice 2012, Couche-Tard a fait l'acquisition de six autres magasins corporatifs par l'entremise de transactions distinctes pour un total de 15 depuis le début de l'exercice 2012.

Finalement, au cours du trimestre, Couche-Tard a intégré à son réseau les deux derniers magasins acquis de Shell Canada Products au cours de premier trimestre de l'exercice 2012.

Ces acquisitions ont été effectuées en utilisant la trésorerie ainsi que les facilités de crédit disponibles.

Transactions en cours

En octobre 2011, Couche-Tard a signé une entente afin d'acquérir 17 magasins corporatifs opérant dans l'état du Maine, États-Unis. Deux restaurants à service rapide seraient aussi transférés à la société. Advenant la clôture de la transaction qui est maintenant prévue pour avril 2012, la société serait propriétaire de 16 sites et louerait les 3 autres sites. La transaction est sujette aux approbations réglementaires et conditions de clôture usuelles.

En février 2012, Couche-Tard a signé une entente afin d'acquérir 20 magasins corporatifs opérant dans l'état du Texas, États-Unis. Advenant la clôture de la transaction qui est prévue en mai 2012, la société louerait l'immobilier pour tous les sites. La transaction est sujette aux approbations réglementaires et conditions de clôture usuelles.

Ces transactions devraient être effectuées en utilisant la trésorerie ainsi que les facilités de crédit disponibles.

Construction de magasins

Couche-Tard a complété la construction de quatre nouveaux magasins au cours de la période de 16 semaines terminée le 29 janvier 2012 pour un cumulatif de 16 magasins depuis le début de l'exercice 2012.

Évolution du réseau de magasins

Le tableau suivant présente certaines informations concernant les mouvements des magasins du réseau de Couche-Tard au cours des périodes de 16 et 40 semaines terminées le 29 janvier 2012⁽¹⁾ :

	Période de 16 semaines terminée le 29 janvier 2012			Période de 40 semaines terminée le 29 janvier 2012		
	Magasins corporatifs ⁽²⁾	Magasins affiliés ⁽³⁾	Total	Magasins corporatifs ⁽²⁾	Magasins affiliés ⁽³⁾	Total
Nombre de magasins au début de la période	4 382	1 333	5 715	4 401	1 394	5 795
Acquisitions	158	-	158	179	-	179
Ouvertures / constructions / ajouts	12	13	25	23	34	57
Fermetures / dispositions / retraits	(30)	(51)	(81)	(81)	(133)	(214)
Nombre de magasins à la fin de la période	4 522	1 295	5 817	4 522	1 295	5 817
Magasins dont l'immobilier est contrôlé par Couche-Tard mais qui sont opérés par des exploitants indépendants et auxquels Couche-Tard fournit du carburant en vertu de contrats d'approvisionnement						164
Magasins auxquels Couche-Tard fournit du carburant en vertu de contrats d'approvisionnement						174
Nombre total de magasins faisant partie du réseau de Couche-Tard						6 155

(1) Ces chiffres incluent 50% des magasins opérés par l'entremise de RDK.

(2) Magasins opérés par Couche-Tard sous une de ses bannières principales (Couche-Tard, Mac's, Circle K).

(3) Magasins opérés par un exploitant indépendant en vertu d'un contrat de franchise ou similaire sous une des bannières principales ou secondaires de Couche-Tard.

Nouvelle facilité de crédit et réduction des anciennes facilités de crédit

Le 9 décembre 2011, Couche-Tard a conclu une nouvelle convention de crédit consistant en une facilité de crédit renouvelable non garantie d'un montant initial maximal de 1,0 milliard \$ d'une durée initiale de cinq ans. La facilité de crédit est disponible sous les formes suivantes :

- Un crédit d'exploitation à terme renouvelable non garantie, disponible i) en dollars canadiens, ii) en dollars américains, iii) sous forme d'acceptations bancaires en dollars canadiens, moyennant des frais d'estampillage et iv) sous forme de lettres de garantie n'excédant pas 100,0 millions \$ ou l'équivalent en dollars canadiens, moyennant des frais. Les sommes empruntées portent intérêt à des taux variables fondés, selon la forme et la devise de l'emprunt, sur le taux préférentiel canadien, le taux des acceptations bancaires, le taux de base bancaire américain ou le taux LIBOR plus une marge variable ; et
- Une ligne de crédit non garantie d'un montant maximal de 50,0 millions \$, disponible en dollars canadiens ou américains, portant intérêt à des taux variables fondés, selon la forme et la devise d'emprunt, sur le taux préférentiel canadien, le taux préférentiel américain ou le taux de base bancaire américain plus une marge variable.

Des frais d'attente, variant selon un ratio de levier financier de la société sont applicables sur la partie inutilisée des facilités de crédit. Les frais d'estampillage, les frais sur lettres de garantie et la marge variable servant à déterminer le taux d'intérêt sur les sommes empruntées sont déterminés selon un ratio de levier financier de la société.

En vertu de cette nouvelle convention de crédit, Couche-Tard doit maintenir certains ratios financiers et respecter certaines clauses restrictives.

Considérant cette nouvelle convention, les montants disponibles en vertu des conventions de crédits préexistantes ont été ajustés comme suit :

- Le montant initial de 650,0 millions \$ du crédit d'exploitation A a été réduit à 326,0 millions \$; et
- Le montant initial de 310,0 millions \$ du crédit d'exploitation B a été réduit à 154,0 millions \$.

La portion utilisée de ces facilités en excès des montants initiaux réduits ont été transférés à la nouvelle facilité de crédit. Les conventions préexistantes demeurent effectives jusqu'au 22 septembre 2012. Toutes les autres conditions d'utilisation des conventions de crédit préexistantes demeurent inchangées.

Programmes de rachat d'actions

Programme échu le 24 octobre 2011

Couche-Tard avait un programme de rachat d'actions qui lui permettait de racheter un maximum de 2 685 335 actions à vote multiple catégorie A et un maximum de 11 621 801 actions à droit de vote subalterne catégorie B. Le programme est venu à échéance le 24 octobre 2011. Le tableau suivant résume les rachats d'actions effectués en vertu de ce programme.

	Période de 16 semaines terminée le 29 janvier 2012		Période de 40 semaines terminée le 29 janvier 2012		Depuis l'implantation de ce programme	
	Nombre d'actions rachetées	Prix moyen pondéré par action	Nombre d'actions rachetées	Prix moyen pondéré par action	Nombre d'actions rachetées	Prix moyen pondéré par action
Actions à vote multiple catégorie A	1 000	29,50 \$ CA	2 700	29,44 \$ CA	14 700	26,08 \$ CA
Actions à droit de vote subalterne catégorie B	206 700	29,28 \$ CA	4 559 900	28,81 \$ CA	7 328 200	27,40 \$ CA

Ces rachats ont eu pour effet de réduire le nombre d'actions à vote multiple catégorie A et d'actions à droit de vote subalterne catégorie B émises et en circulation et d'augmenter la quote-part proportionnelle de tous les actionnaires de la société restants au prorata de leur participation relative dans le capital-actions de la société. Toutes les actions rachetées en vertu du programme de rachat d'actions ont été annulées dès leur rachat.

Programme effectif le 25 octobre 2011 venant à échéance, au plus tard, le 24 octobre 2012

La société a un nouveau programme de rachat d'actions lui permettant de racheter un maximum de 2 684 420 des 53 688 412 actions à vote multiple catégorie A et un maximum de 11 126 400 des 111 264 009 actions à droit de vote subalterne catégorie B émises et en circulation au 11 octobre 2011 (représentant 5,0 % des actions à vote multiple catégorie A émises et en circulation et 10,0 % des actions à droit de vote subalterne catégorie B détenues par le public, respectivement à cette date, tel que défini par les règles applicables). En vertu des exigences de la Bourse de Toronto, la société peut procéder à un rachat quotidien maximum de 1 000 actions à vote multiple catégorie A et 82 118 actions à droit de vote subalterne catégorie B. Ces rachats ont pour effet de réduire le nombre d'actions à vote multiple catégorie A et d'actions à droit de vote subalterne catégorie B émises et d'augmenter la quote-part proportionnelle de tous les actionnaires de la société restants au prorata de leur participation relative dans le capital-actions de la société. La période de rachat se terminera au plus tard le 24 octobre 2012. Toutes les actions rachetées en vertu du programme de rachat d'actions sont annulées dès leur rachat. Le tableau suivant résume les rachats d'action effectués en vertu de ce programme depuis son implantation.

	Période de 16 semaines terminée le 29 janvier 2012		Période de 40 semaines terminée le 29 janvier 2012		Depuis l'implantation de ce programme	
	Nombre d'actions rachetées	Prix moyen pondéré par action	Nombre d'actions rachetées	Prix moyen pondéré par action	Nombre d'actions rachetées	Prix moyen pondéré par action
Actions à vote multiple catégorie A	1 000	30,50 \$ CA	1 000	30,50 \$ CA	1 000	30,50 \$ CA
Actions à droit de vote subalterne catégorie B	2 409 300	30,19 \$ CA	2 409 300	30,19 \$ CA	2 409 300	30,19 \$ CA

Dividendes

Lors de sa réunion du 13 mars 2012, le conseil d'administration de la société a déclaré et approuvé le paiement d'un dividende trimestriel de 0,075 \$ CA par action aux actionnaires inscrits au 23 mars 2012 pour le troisième trimestre de l'exercice 2012, payable le 6 avril 2012. Il s'agit d'un dividende déterminé au sens de la *Loi de l'impôt sur le Revenu* du Canada.

Nouveau membre au conseil d'administration

Couche-Tard annonce la nomination de Madame Nathalie Bourque à titre de nouveau membre du conseil d'administration. De plus, cette dernière remplacera M. Richard Fortin en tant que membre du comité des ressources humaines et de régie d'entreprise de Couche-Tard. M. Fortin demeurera membre du conseil d'administration. Ces changements seront en vigueur à compter du 13 mars 2012. Madame Bourque est vice-présidente, Affaires publiques et Communications mondiales chez CAE Inc.

Données sur le taux de change

La société présente ses informations en dollars américains, ce qui procure une information plus pertinente, compte tenu de la prédominance de ses opérations aux États-Unis et de sa dette libellée en grande partie en dollars américains.

Le tableau suivant présente les renseignements sur les taux de change en fonction des taux de clôture de la Banque du Canada, indiqués en dollars américains par tranche de 1,00 \$ CA :

	Périodes de 16 semaines terminées les		Périodes de 40 semaines terminées les	
	29 janvier 2012	30 janvier 2011	29 janvier 2012	30 janvier 2011
Moyenne pour la période ⁽¹⁾	0,9811	0,9921	1,0051	0,9750
Fin de la période	0,9993	0,9989	0,9993	0,9989

⁽¹⁾ Calculée en prenant la moyenne des taux de change à la clôture de chaque jour de la période indiquée.

Puisque la société utilise le dollar américain comme monnaie de présentation dans ses états financiers consolidés et dans le présent communiqué, sauf indication contraire, les résultats des opérations canadiennes et corporatives sont convertis en dollars américains au taux moyen de la période. Les écarts et explications liés aux variations du taux de change et à la volatilité du dollar canadien traités dans le présent communiqué sont donc liés à la conversion en dollars américains des résultats des opérations canadiennes et corporatives et n'ont pas d'impact économiques réels sur la performance de Couche-Tard puisque la plupart de ses revenus et de ses charges consolidés sont reçus ou libellés dans la devise fonctionnelle des marchés dans lesquels elle exerce ses activités. Par conséquent, la sensibilité des résultats de la société à l'égard de la variation des taux de change est minime sur le plan économique.

Informations financières consolidées choisies

Le tableau suivant présente certaines informations concernant les opérations de Couche-Tard pour les périodes de 16 et 40 semaines terminées les 29 janvier 2012 et 30 janvier 2011 :

(en millions de dollars américains, sauf indication contraire)	Périodes de 16 semaines terminées			Périodes de 40 semaines terminées		
	les 29 janvier 2012	30 janvier 2011	Variation %	les 29 janvier 2012	30 janvier 2011	Variation %
Données sur les résultats d'exploitation :						
Ventes de marchandises et services ⁽¹⁾ :						
États-Unis	1 272,5	1 200,8	6,0	3 298,3	3 178,5	3,8
Canada	595,4	585,0	1,8	1 685,3	1 602,2	5,2
Total des ventes de marchandises et services	1 867,9	1 785,8	4,6	4 983,6	4 780,7	4,2
Ventes de carburant :						
États-Unis	3 969,0	3 047,7	30,2	9 901,7	7 439,0	33,1
Canada	767,2	653,4	17,4	2 049,0	1 593,7	28,6
Total des ventes de carburant	4 736,2	3 701,1	28,0	11 950,7	9 032,7	32,3
Total des ventes	6 604,1	5 486,9	20,4	16 934,3	13 813,4	22,6
Marge brute sur les marchandises et services ⁽¹⁾ :						
États-Unis	420,9	398,4	5,6	1 088,7	1 049,5	3,7
Canada	193,2	195,3	(1,1)	563,4	552,3	2,0
Marge brute totale sur les marchandises et services	614,1	593,7	3,4	1 652,1	1 601,8	3,1
Marge brute sur le carburant :						
États-Unis	171,4	138,1	24,1	473,1	424,0	11,6
Canada	41,0	43,2	(5,1)	112,3	106,5	5,4
Marge brute totale sur le carburant	212,4	181,3	17,2	585,4	530,5	10,3
Marge brute totale	826,5	775,0	6,6	2 237,5	2 132,3	4,9
Frais d'exploitation, de vente, administratifs et généraux						
Amortissements des immobilisations et des autres actifs	640,6	611,5	4,8	1 619,7	1 549,2	4,6
	75,7	66,1	14,5	177,6	162,8	9,1
Bénéfice d'exploitation	110,2	97,4	13,1	440,2	420,3	4,7
Bénéfice net	86,8	69,6	24,7	339,8	304,7	11,5
Autres données d'exploitation :						
Marge brute sur les marchandises et services ⁽¹⁾ :						
Consolidée	32,9 %	33,2 %	(0,3)	33,2 %	33,5 %	(0,3)
États-Unis	33,1 %	33,2 %	(0,1)	33,0 %	33,0 %	0,0
Canada	32,4 %	33,4 %	(1,0)	33,4 %	34,5 %	(1,1)
Croissance des ventes de marchandises par magasin comparable ⁽²⁾⁽³⁾						
États-Unis	3,4 %	3,9 %		2,5 %	4,4 %	
Canada	3,1 %	0,4 %		2,1 %	2,8 %	
Marge brute sur le carburant ⁽³⁾ :						
États-Unis (cents par gallon)	14,84	13,12	13,1	16,99	15,98	6,3
Canada (cents CA par litre)	5,19	5,66	(8,3)	5,41	5,48	(1,3)
Volume de carburant vendu ⁽⁴⁾ :						
États-Unis (millions de gallons)	1 209,4	1 061,1	14,0	2 876,6	2 705,1	6,3
Canada (millions de litres)	806,0	770,4	4,6	2 065,1	1 996,8	3,4
Croissance (diminution) du volume de carburant par magasin comparable ⁽⁵⁾ :						
États-Unis	1,1 %	0,7 %		0,0 %	0,8 %	
Canada	0,0 %	3,2 %		(1,2 %)	4,5 %	
Données par action :						
Bénéfice net de base par action (dollars par action)	0,49	0,38	28,9	1,88	1,65	13,9
Bénéfice net dilué par action (dollars par action)	0,48	0,37	29,7	1,84	1,62	13,6
29 janvier 2012						
24 avril 2011						
Variation \$						
Situation financière :						
Actif total				4 184,4	3 926,0	258,4
Dette portant intérêts				664,3	501,5	162,8
Capitaux propres				2 076,5	1 980,6	95,9
Ratios d'endettement :						
Dette nette à intérêts / capitalisation totale ⁽⁵⁾				0,18 : 1	0,09 : 1	
Dette nette à intérêts / BAIIA ⁽⁶⁾				0,60 : 1 ⁽⁷⁾	0,26 : 1	
Dette nette à intérêts ajustée / BAIIAL ⁽⁸⁾				2,30 : 1 ⁽⁷⁾	2,09 : 1	
Rentabilité :						
Rendement des capitaux propres ⁽⁷⁾⁽⁹⁾				20,4 % ⁽⁷⁾	21,0 %	
Rendement des capitaux employés ⁽⁷⁾⁽¹⁰⁾				17,9 % ⁽⁷⁾	18,1 %	

(1) Comprend les autres revenus tirés des redevances de franchisage, des royautés et des remises sur certains achats effectués par les franchisés et les affiliés.

(2) Ne comprend pas les services et autres revenus (décrits à la note 1 ci-dessus). La croissance au Canada est calculée en dollars canadiens.

(3) Pour les magasins corporatifs seulement.

(4) Comprend les volumes des franchises et des agents à commissions.

(5) Ce ratio est présenté à titre d'information seulement et représente une mesure de la santé financière surtout utilisée par les milieux financiers. Il représente le calcul suivant : la dette à long terme portant intérêts, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ainsi que des placements temporaires, divisée par l'addition de l'avoir des actionnaires et de la dette à long terme, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ainsi que des placements temporaires. Il n'a pas de sens normalisé prescrit par les IFRS et ne pourrait donc être comparé à des mesures du même type présentées par d'autres compagnies publiques.

(6) Ce ratio est présenté à titre d'information seulement et représente une mesure de la santé financière surtout utilisée par les milieux financiers. Il représente le calcul suivant : la dette à long terme portant intérêts, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ainsi que des placements temporaires, divisée par le BAIIA (Bénéfice Avant Impôts, Intérêts et Amortissements). Il n'a pas de sens normalisé prescrit par les IFRS et ne pourrait donc être comparé à des mesures du même type présentées par d'autres compagnies publiques.

(7) Ce ratio a été normalisé sur un an. Il inclut les résultats du premier, deuxième et troisième trimestre de l'exercice qui se terminera le 29 avril 2012 ainsi que ceux du quatrième trimestre de l'exercice qui s'est terminé le 24 avril 2011.

(8) Ce ratio est présenté à titre d'information seulement et représente une mesure de la santé financière utilisée par les milieux financiers. Il représente le calcul suivant : la dette à long terme portant intérêts plus la dépense de loyer multiplié par huit, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ainsi que des placements temporaires, divisée par le BAIIAL (Bénéfice Avant Impôts, Intérêts, Amortissements et dépense de Loyer). Il n'a pas de sens normalisé prescrit par les IFRS et ne pourrait donc être comparé à des mesures du même type présentées par d'autres compagnies publiques.

(9) Ce ratio est présenté à titre d'information seulement et représente une mesure de la performance utilisée par les milieux financiers. Il représente le calcul suivant : le bénéfice net cumulé des quatre derniers trimestres divisé par l'avoir des actionnaires moyens pour cette période. Il n'a pas de sens normalisé prescrit par les IFRS et ne pourrait donc être comparé à des mesures du même type présentées par d'autres compagnies publiques.

(10) Ce ratio est présenté à titre d'information seulement et représente une mesure de la performance utilisée par les milieux financiers. Il représente le calcul suivant : le bénéfice avant impôt et intérêts cumulatif des quatre derniers trimestres divisé par les capitaux employés moyens pour cette période. Les capitaux employés représentent l'actif total moins le passif à court terme ne portant pas intérêts. Il n'a pas de sens normalisé prescrit par les IFRS et ne pourrait donc être comparé à des mesures du même type présentées par d'autres compagnies publiques.

Résultats d'exploitation

Le **chiffre d'affaires** a atteint 6,6 milliards \$ pour le troisième trimestre de l'exercice 2012, en hausse de 1,1 milliard \$, soit une augmentation de 20,4 %, principalement attribuable à l'augmentation des ventes de carburant liée au prix de vente moyen à la pompe plus élevé, aux acquisitions, à la croissance des ventes de marchandises et services par magasin comparable aux États-Unis et au Canada ainsi qu'à la croissance du volume de carburant par magasin comparable aux États-Unis. Ces éléments de croissance du chiffre d'affaires ont été contrebalancés, en partie, par l'impact d'un dollar canadien plus faible.

En ce qui a trait aux trois premiers trimestres de l'exercice 2012, le chiffre d'affaires de la société est en hausse de 3,1 milliards \$, soit une augmentation de 22,6 % comparativement aux trois premiers trimestres de l'exercice 2011.

Plus spécifiquement, la croissance des **ventes de marchandises et services** du troisième trimestre de l'exercice 2012 a été de 82,1 millions \$ ou 4,6 % dont approximativement 35,0 millions \$ ont été générés par les acquisitions. Du côté de la croissance interne, les ventes de marchandises par magasin comparable aux États-Unis ont augmenté de 3,4 % tandis qu'au Canada, elles ont augmenté de 3,1 %. Tant du côté du marché canadien que du marché américain, la variation des ventes de marchandises par magasin comparable est attribuable aux stratégies de mise en marché de Couche-Tard, à la réalité économique de chacun de ses marchés ainsi qu'aux investissements que la société a effectués pour améliorer l'offre de produits et le service dans ses magasins. Aux États-Unis, un manufacturier de cigarettes a modifié ses conditions d'approvisionnement et structures de prix au début du premier trimestre de l'exercice 2012 en encourageant les marchands à diminuer ou maintenir des prix unitaires bas sur certains de ses produits, ce qui a eu comme impact de mettre une pression déflationniste sur les ventes de cigarettes de la société. Ainsi, Couche-Tard calcule que sans les produits du tabac, ses ventes de marchandises par magasin comparable ont augmenté de 6,7 % aux États-Unis. En ce qui a trait au dollar canadien plus faible, il a eu un impact défavorable d'approximativement 6,0 millions \$ sur les ventes de marchandises et services du troisième trimestre de l'exercice 2012.

Pour ce qui est des trois premiers trimestres de l'exercice 2012, les ventes de marchandises et services ont augmenté de 202,9 millions \$, une hausse de 4,2 % comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent pour des raisons similaires à celles citées pour le troisième trimestre dont l'augmentation des ventes de marchandises par magasin comparable de 2,5 % aux États-Unis et de 2,1 % au Canada. Le dollar canadien plus fort a également eu un impact favorable sur les ventes de marchandises et services des trois premiers trimestres de l'exercice 2012 d'approximativement 49,0 millions \$.

Les **ventes de carburant** ont affiché une augmentation de 1,0 milliard \$ ou 28,0 % pour le troisième trimestre de l'exercice 2012, dont approximativement 469,0 millions \$ sont attribuables aux acquisitions. L'économie encore vacillante ainsi que les prix à la pompe plus élevés ont continué de mettre de la pression sur la consommation de carburant, ce qui peut expliquer la stagnation du volume de carburant par magasin comparable au Canada et la croissance limitée à 1,1 % aux États-Unis. La performance de la société aux États-Unis est tout de même satisfaisante lorsque comparée aux données des rapports sur les tendances du volume de trafic d'octobre, novembre et décembre 2011 publiés par la Federal Highway Administration des États-Unis qui indiquent que l'achalandage sur les routes et les rues des États-Unis a diminué de 2,3 % et 0,9 % par rapport à octobre et novembre 2010, respectivement tandis que l'achalandage a augmenté de seulement 1,3 % en décembre 2011 par rapport à décembre 2010.

Le prix de vente moyen plus élevé du carburant a quant à lui engendré une augmentation des ventes d'approximativement 517,0 millions \$, tel que le démontre le tableau suivant en débutant par le quatrième trimestre de l'exercice terminé le 24 avril 2011 :

Trimestre	4 ^e	1 ^{er}	2 ^e	3 ^e	Moyenne pondérée
Période de 52 semaines terminée le 29 janvier 2012					
États-Unis (dollars US par gallon)	3,44	3,67	3,50	3,32	3,47
Canada (cents CA par litre)	108,53	114,08	112,90	109,88	111,31
Période de 52 semaines terminée le 30 janvier 2011					
États-Unis (dollars US par gallon)	2,71	2,72	2,67	2,89	2,76
Canada (cents CA par litre)	92,36	91,46	90,47	97,76	93,32

Pour ce qui est du dollar canadien plus faible, celui-ci a eu un impact défavorable d'approximativement 7,0 millions \$ sur les ventes de carburant du troisième trimestre de l'exercice 2012.

Pour les trois premiers trimestres de l'exercice 2012, les ventes de carburant ont affiché une augmentation de 2,9 milliards \$ ou 32,3 %, dont approximativement 546,0 millions \$ proviennent des acquisitions et 49,0 millions \$ ont été générés par l'appréciation de la devise canadienne face à la devise américaine. Pour ce qui est du volume de carburant par magasin comparable, il est demeuré inchangé aux États-Unis tandis qu'il a diminué de 1,2 % au Canada. Le prix de vente moyen plus élevé du carburant a quant à lui engendré une augmentation des ventes d'approximativement 2,2 milliards \$.

Pour le troisième trimestre de l'exercice 2012, la **marge brute consolidée sur les marchandises et services** a augmenté de 20,4 millions \$, soit 3,4 %, s'établissant à 32,9 %, une diminution de 0,3 % par rapport au trimestre comparable de l'exercice 2011. Aux États-Unis, la marge est en baisse de 0,1 %, se chiffrant à 33,1 % tandis qu'au Canada elle s'est chiffrée à 32,4 %, en baisse de 1,0 %. Cette performance reflète les changements au mix-produits, les améliorations apportées aux conditions d'approvisionnement ainsi que la stratégie de mise en marché de Couche-Tard adaptée à son environnement compétitif et à la réalité économique de chacun de ses marchés. Plus précisément, ces diminutions de marge reflètent des promotions plus agressives dans certaines catégories afin de protéger l'achalandage de ses magasins ainsi que l'augmentation du coût de certains produits que Couche-Tard n'a pas été en mesure de passer aux consommateurs étant donné le contexte de marché actuel. Par contre, en dollars absolus, la hausse des ventes de marchandises par magasin comparable a plus que compensé la diminution de la marge en pourcentage sur ces produits, les stratégies de Couche-Tard ayant donc eu les résultats escomptés.

Pour ce qui est des trois premiers trimestres de l'exercice 2012, la marge brute consolidée sur les marchandises et services a augmenté de 50,3 millions \$, une croissance de 3,1 %, s'établissant à 33,2 %, soit 33,0 % aux États-Unis, identique à la période correspondante de l'exercice précédent et 33,4 % au Canada, en baisse de 1,1 %.

Pour le troisième trimestre de l'exercice 2012, la **marge brute sur le carburant** des magasins corporatifs de Couche-Tard aux États-Unis affiche une hausse de 1,72 ¢ par gallon, passant de 13,12 ¢ par gallon l'an dernier à 14,84 ¢ par gallon cette année. Au Canada, la marge brute est en baisse, atteignant 5,19 ¢ CA par litre comparativement à 5,66 ¢ CA par litre au troisième trimestre de l'exercice 2011. Le tableau suivant fournit certaines informations relatives aux marges brutes sur le carburant dégagées par les sites corporatifs de Couche-Tard aux États-Unis et à l'impact des frais liés aux modes de paiements électroniques pour les huit derniers trimestres en débutant par le quatrième trimestre de l'exercice terminé le 24 avril 2011 :

(en cents US par gallon)

Trimestre	4 ^e	1 ^{er}	2 ^e	3 ^e	Moyenne pondérée
Période de 52 semaines terminée le 29 janvier 2012					
Avant déduction des frais liés aux modes de paiements électroniques	14,06	19,95	17,04	14,84	16,33
Frais liés aux modes de paiements électroniques	4,93	5,29	5,20	4,74	5,02
Déduction faite des frais liés aux modes de paiements électroniques	9,13	14,66	11,84	10,10	11,31
Période de 52 semaines terminée le 30 janvier 2011					
Avant déduction des frais liés aux modes de paiements électroniques	14,21	18,83	16,84	13,12	15,58
Frais liés aux modes de paiements électroniques	4,14	4,15	4,16	4,36	4,21
Déduction faite des frais liés aux modes de paiements électroniques	10,07	14,68	12,68	8,76	11,37

Pour ce qui est de la période de 40 semaines terminée le 29 janvier 2012, la marge brute sur le carburant des magasins corporatifs de Couche-Tard aux États-Unis affiche une hausse de 1,01 ¢ par gallon, passant de 15,98 ¢ par gallon l'exercice dernier à 16,99 ¢ par gallon cette année. Par contre, déduction faite des frais liés aux modes de paiements électroniques, la marge nette est demeurée relativement stable. Au Canada, la marge est en légère baisse, atteignant 5,41 ¢ CA par litre comparativement à 5,48 ¢ CA par litre pour les trois premiers trimestres de l'exercice 2011.

Pour le troisième trimestre et les trois premiers trimestres de l'exercice 2012, les **frais d'exploitation, de vente, administratifs et généraux** sont en hausse de 4,8 % et de 4,6 % respectivement comparativement au troisième trimestre et aux trois premiers trimestres de l'exercice 2011 mais sont en hausse de seulement 0,1 % et 0,6 % respectivement, si l'on exclut certains éléments, tel que présenté dans le tableau suivant :

	Période de 16 semaines terminée le 29 janvier 2012	Période de 40 semaines terminée le 29 janvier 2012
Variation totale, telle que publiée	4,8 %	4,6 %
Soustraire:		
Augmentation provenant des dépenses additionnelles des magasins acquis	3,1 %	1,4 %
Augmentation générée par la hausse des frais liés aux modes de paiements électroniques	1,4 %	2,1 %
Frais d'acquisition enregistrés aux résultats de l'exercice 2012	0,5 %	0,3 %
(Diminution) augmentation générée par le dollar canadien plus (faible) fort	(0,3 %)	0,9 %
Frais d'acquisition enregistrés aux résultats des périodes comparables de l'exercice 2011	-	(0,7 %)
Variation restante	0,1 %	0,6 %

La hausse des frais liés aux modes de paiements électroniques provient principalement du prix de vente moyen du carburant plus élevé. La variation restante est attribuable aux dépenses supplémentaires nécessaires afin de soutenir la progression des ventes de marchandises par magasin comparable ainsi qu'à l'augmentation normale des coûts liée à l'inflation.

De plus, en proportion des ventes de marchandises et services, et en excluant les frais liés aux modes de paiements électroniques ainsi que les frais d'acquisition pour les deux périodes comparables, les frais ont représenté 30,2 % des ventes au cours du troisième trimestre de l'exercice 2012 (28,6 % pour les trois premiers trimestres de l'exercice 2012) contre 30,8 % au cours du troisième trimestre de l'exercice 2011 (29,0 % pour les trois premiers trimestres de l'exercice 2011). Cet indicateur est en constante amélioration depuis les 12 derniers trimestres. Cette performance reflète la recherche constante par Couche-Tard de moyens d'améliorer son efficacité tout en prenant bien soin de maintenir la qualité du service offert à ses clients.

Au troisième trimestre de l'exercice 2012, le **BAIIA** a augmenté de 15,3 % comparativement à la période comparable de l'exercice précédent, pour atteindre 192,9 millions \$. Les acquisitions ont contribué au BAIIA pour un montant de 10,5 millions \$, déduction faite des frais d'acquisition enregistrés aux résultats tandis que la variation du taux de change n'a pas eu d'impact significatif. Pour ce qui est des trois premiers trimestres de l'exercice 2012, le BAIIA a augmenté de 6,5 % comparativement à la période comparable de l'exercice précédent, pour atteindre 636,0 millions \$. Les acquisitions ont contribué au BAIIA pour un montant de 11,1 millions \$, déduction faite des frais d'acquisition enregistrés aux résultats, tandis que le renforcement du dollar canadien a contribué pour approximativement 5,0 millions \$.

Il est à noter que le BAIIA ne constitue pas une mesure de performance reconnue selon les IFRS, mais Couche-Tard, ainsi que les investisseurs et les analystes, l'utilise afin d'évaluer la performance de la société en matière de finance et d'exploitation. Notons que la méthode de calcul de Couche-Tard peut différer de celle utilisée par d'autres sociétés publiques :

(en millions de dollars américains)	Périodes de 16 semaines terminées les		Périodes de 40 semaines terminées les	
	29 janvier 2012	30 janvier 2011	29 janvier 2012	30 janvier 2011
Bénéfice net, tel que publié	86,8	69,6	339,8	304,7
Rajouter :				
Impôts sur les bénéfices	26,4	20,4	109,8	102,9
Frais de financement nets	4,0	11,2	8,8	27,0
Amortissement des immobilisations et des autres actifs	75,7	66,1	177,6	162,8
BAIIA	192,9	167,3	636,0	597,4

Pour le troisième trimestre et les trois premiers trimestres de l'exercice 2012, la **dépense d'amortissements** a augmenté en raison des investissements effectués par le biais des acquisitions, du remplacement d'équipements, de l'ajout de magasins et de l'amélioration continue du réseau de Couche-Tard. Depuis le deuxième trimestre de l'exercice 2012, la dépense d'amortissements comprend notamment l'amortissement des actifs intangibles que représentent les contrats d'approvisionnement en carburant acquis de ExxonMobil.

Pour le troisième trimestre et les trois premiers trimestres de l'exercice 2012, les **frais financiers** ont diminué de 7,2 millions \$ et 18,2 millions \$, respectivement, comparativement aux périodes correspondantes de l'exercice 2011, principalement en raison du remboursement anticipé de la dette subordonnée non garantie de 350,0 millions \$ au troisième trimestre de l'exercice 2011, ce qui a contribué à diminuer le taux d'intérêt moyen sur les dettes de la société. De plus, dans le cadre du remboursement anticipé de la dette subordonnée non garantie, Couche-Tard a enregistré une charge non-récurrente de 3,0 millions \$ aux résultats du troisième trimestre de l'exercice 2011. La diminution des frais financiers liée au taux d'intérêt plus bas a été contrebalancée, en partie, par la hausse liée à l'accroissement des emprunts moyens attribuable aux sommes déboursées pour les rachats d'actions et pour les acquisitions.

Le **taux d'impôt** du troisième trimestre de l'exercice 2012 est de 23,3 % comparativement à un taux de 22,7% pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Pour ce qui est des trois premiers trimestres de l'exercice 2012, le taux est de 24,4 % comparativement à un taux de 25,2 % pour les trois premiers trimestres correspondants de l'exercice précédent.

Couche-Tard a clôturé le troisième trimestre de l'exercice 2012 avec un **bénéfice net** de 86,8 millions \$, comparativement à 69,6 millions \$ l'exercice précédent, en hausse de 17,2 millions \$, soit 24,7%. Le bénéfice par action sur une base diluée s'est quant à lui chiffré à 0,48 \$ contre 0,37 \$ l'an dernier, une augmentation de 29,7 %. La variation du taux de change n'a pas eu d'impact significatif sur le bénéfice net du troisième trimestre de l'exercice 2012.

Pour ce qui est des trois premiers trimestres de l'exercice 2012, le bénéfice net est de 339,8 millions \$ comparativement à 304,7 millions \$ l'exercice précédent, en hausse de 35,1 millions \$, soit 11,5 %. Le bénéfice par action sur une base diluée s'est quant à lui chiffré à 1,84 \$ contre 1,62 \$, une augmentation de 13,6 %. Le renforcement du dollar canadien a eu un impact favorable d'approximativement 3,9 millions \$ sur le bénéfice net.

Situation de trésorerie et ressources en capital

Nonobstant la signature d'une nouvelle convention de crédit et les réductions apportées aux conventions de crédit préexistantes de Couche-Tard, les sources de liquidités demeurent inchangées par rapport à l'exercice terminé le 24 avril 2011. Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter son rapport annuel 2011.

Pour ce qui est des dépenses en immobilisations, des acquisitions et des rachats d'actions réalisés par Couche-Tard au cours des trois premiers trimestres de l'exercice 2012, ils ont été financés à

même sa trésorerie disponible. La société prévoit que ses rentrées de fonds nettes liées aux activités d'exploitation ainsi que ses emprunts disponibles en vertu des facilités de crédit renouvelables non garanties couvriront les besoins de liquidités de la société dans un avenir prévisible.

En date du 29 janvier 2012, les crédits d'exploitation à terme renouvelables non garantis de Couche-Tard étaient utilisés à hauteur de 647,9 millions \$ (589,0 millions \$ pour la portion en dollars US et 58,9 millions \$ pour la portion en dollars canadien). À cette même date, le taux d'intérêt moyen pondéré effectif était de 0,89 % pour la portion en dollars US et de 1,93 % pour la portion en dollars canadiens. De plus, des lettres de garantie de 1,5 million \$ CA et de 28,5 millions \$ étaient en circulation en date du 29 janvier 2012.

Au 29 janvier 2012, 842,1 millions \$ étaient disponibles en vertu de ces facilités de crédit et, à cette même date, Couche-Tard était en conformité avec les clauses restrictives et les ratios imposés par les conventions de crédit. À pareille date, la société avait donc accès à plus de 1,0 milliard \$ en vertu de son encaisse et de ses facilités de crédit disponibles

Données choisies sur les flux de trésorerie consolidés

(en millions de dollars US)	Périodes de 16 semaines terminées les			Périodes de 40 semaines terminées les		
	29 janvier 2012	30 janvier 2011	Variation	29 janvier 2012	30 janvier 2011	Variation
Activités d'exploitation	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Fonds autogénééré	130,2	141,5	(11,3)	482,9	461,8	21,1
Autres	(34,9)	(144,7)	109,8	(0,7)	(82,6)	81,9
Rentrées (sorties) de fonds nettes liées aux activités d'exploitation	95,3	(3,2)	98,5	482,2	379,2	103,0
Activités d'investissement						
Acquisitions d'entreprises	(312,5)	(8,1)	(304,4)	(350,3)	(34,3)	(316,0)
Acquisitions d'immobilisations corporelles et d'autres actifs, déduction faite des produits de cessions d'immobilisations et d'autres actifs	(85,6)	(68,6)	(17,0)	(189,8)	(133,5)	(56,3)
Produits tirés de transactions de cession-bail	-	-	-	-	5,1	(5,1)
Autres	6,3	6,2	0,1	15,0	12,0	3,0
Sorties de fonds nettes liées aux activités d'investissement	(391,8)	(70,5)	(321,3)	(525,1)	(150,7)	(374,4)
Activités de financement						
Augmentation nette des emprunts	79,0	234,3	(155,3)	158,6	134,9	23,7
Rachat d'actions	(78,0)	(60,2)	(17,8)	(201,2)	(60,2)	(141,0)
Émission d'actions	16,8	4,8	12,0	19,2	10,0	9,2
Dividendes	(12,8)	(9,1)	(3,7)	(36,3)	(23,4)	(12,9)
Remboursement anticipé de la dette subordonnée non garantie	-	(332,6)	332,6	-	(332,6)	332,6
Rentrées (sorties) de fonds nettes liées aux activités de financement	5,0	(162,8)	167,8	(59,7)	(271,3)	211,6
Cote de crédit corporative	BBB-	BB+		BBB-	BB+	
Standard and Poor's						

Activités d'exploitation

Au cours du troisième trimestre de l'exercice 2012, l'exploitation des magasins de Couche-Tard a généré des rentrées de fonds nettes de 95,3 millions \$, une augmentation de 98,5 millions \$ par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2011, principalement en raison de la variation des éléments du fonds de roulement plus avantageuse et du bénéfice net plus élevé. Pour ce qui est des trois premiers trimestres de l'exercice 2012, l'exploitation des magasins de la société a généré des rentrées de fonds nettes de 482,2 millions \$, une augmentation de 103,0 millions \$ par rapport à la période correspondante de l'exercice 2011, pour des raisons similaires à celles fournies pour le troisième trimestre.

Activités d'investissement

Au cours du troisième trimestre de l'exercice 2012, les activités d'investissement sont principalement reliées à l'acquisition de 151¹ magasins corporatif et 83¹ sites opérés pas des exploitants indépendants (incluant les contrats d'approvisionnement en carburant afférents) pour un montant total de 312,5 millions \$ et aux dépenses nettes en immobilisations et autres actifs pour un montant de 85,6 millions \$. Depuis le début de l'exercice, Couche-Tard a acquis 170¹ magasins corporatifs, 83¹ sites opérés pas des exploitants indépendants (incluant les contrats d'approvisionnement afférents) et 63 contrats d'approvisionnement en carburant pour un total de 350,3 millions \$ et a déboursé un total de 189,8 millions \$ pour les dépenses nettes en immobilisations et autres actifs. Les dépenses en immobilisations de Couche-Tard ont principalement résulté du remplacement d'équipements dans certains magasins afin d'améliorer l'offre de produits et services, de l'ajout de nouveaux magasins ainsi que de l'amélioration continue de son réseau.

Activités de financement

Au cours du troisième trimestre de l'exercice 2012, l'augmentation des emprunts s'est chiffrée à 79,0 millions \$ tandis que Couche-Tard a déboursé 78,0 millions \$ en vertu de son programme de rachat d'actions et 12,8 millions \$ pour le paiement de dividendes. La société a aussi encaissé 16,8 millions \$ suite à l'émission d'actions résultant de la levée des options d'achat d'actions.

Pour ce qui est des trois premiers trimestres de l'exercice 2012, l'augmentation des emprunts s'est chiffrée à 158,6 millions \$ tandis que Couche-Tard a déboursé 201,2 millions \$ en vertu de son programme de rachat d'actions et 36,3 millions \$ pour le paiement de dividendes. La société a aussi encaissé 19,2 millions \$ suite à l'émission d'actions résultant de la levée des options d'achat d'actions.

Situation financière au 29 janvier 2012

Tel que le démontrent ses ratios d'endettement inclus à la section « Informations financières consolidées choisies » ainsi que ses rentrées de fonds nettes liées à aux activités d'exploitation, Couche-Tard dispose d'une excellente santé financière.

L'actif consolidé de Couche-Tard totalisait 4,2 milliards \$ au 29 janvier 2012, une augmentation de 258,4 millions \$ par rapport au solde en date du 24 avril 2011. Cette augmentation découle principalement de la hausse des immobilisations et du goodwill découlant des acquisitions effectuées depuis le début de l'exercice 2012.

Pour la période de 52 semaines terminée le 29 janvier 2012, Couche-Tard a enregistré un rendement des capitaux employés de 17,9 %².

Les capitaux propres se sont établis à 2,1 milliards \$ au 29 janvier 2012, une augmentation de 95,9 millions \$ par rapport au solde en date du 24 avril 2011, en grande partie attribuable au bénéfice net des trois premiers trimestres de l'exercice 2012, contrebalancé, en partie, par les rachats d'actions, par les dividendes déclarés, ainsi que par la diminution du cumul des autres éléments du résultat étendu liée à l'affaiblissement du dollar canadien en date du bilan. Pour la période de 52 semaines terminée le 29 janvier 2012, la société a enregistré un rendement sur les capitaux propres de 20,4 %³.

¹ Le nombre de magasins diffère de celui publié dans le tableau « Évolution du réseau de magasins » puisqu'il exclut les magasins afférents à la coentreprise RDK. Cette dernière étant comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence, les sommes déboursées par RDK pour ses activités d'investissement n'apparaissent pas dans les activités d'investissement de Couche-Tard.

² Ce ratio est présenté à titre d'information seulement et représente une mesure de la performance utilisée par les milieux financiers. Il représente le calcul suivant : le bénéfice avant impôt et intérêts cumulatif des quatre derniers trimestres divisé par les capitaux employés moyens pour cette période. Les capitaux employés représentent l'actif total moins le passif à court terme ne portant pas intérêts. Il n'a pas de sens normalisé prescrit par les IFRS et ne pourrait donc être comparé à des mesures du même type présentées par d'autres sociétés publiques. Ce ratio a été normalisé sur un an. Il inclut les résultats du premier, deuxième et troisième trimestre de l'exercice qui se terminera le 29 avril 2012 ainsi que ceux du quatrième trimestre de l'exercice qui s'est terminé le 24 avril 2011.

³ Ce ratio est présenté à titre d'information seulement et représente une mesure de la performance utilisée par les milieux financiers. Il représente le calcul suivant : le bénéfice net cumulatif des quatre derniers trimestres divisé par l'avoir des actionnaires moyen pour cette période. Il n'a pas de sens normalisé prescrit par les IFRS et ne pourrait donc être comparé à des mesures du même type présentées par d'autres sociétés publiques. Ce ratio a été normalisé sur un an. Il inclut les résultats du premier, deuxième et troisième trimestre de l'exercice qui se terminera le 29 avril 2012 ainsi que ceux du quatrième trimestre de l'exercice qui s'est terminé le 24 avril 2011.

Principales informations financières trimestrielles

(en millions de dollars US, sauf les montants par action, non audité)	Période de 40 semaines terminée le 29 janvier 2012			Période de 52 semaines terminée le 24 avril 2011				Extrait de la période de 52 semaines terminée le 25 avril 2010 ⁽¹⁾
	3 ^e	2 ^e	1 ^{er}	4 ^e	3 ^e	2 ^e	1 ^{er}	4 ^e
Semaines	16 semaines	12 semaines	12 semaines	12 semaines	16 semaines	12 semaines	12 semaines	12 semaines
Chiffre d'affaires	6 604,1	5 152,6	5 177,6	4 737,0	5 486,9	4 149,1	4 177,4	4 003,5
Bénéfice avant amortissements des immobilisations et des autres actifs, quote-part des résultats d'une coentreprise, frais financiers et impôts sur les bénéfices	185,9	205,4	231,7	133,7	163,5	199,0	220,6	150,5
Amortissements des immobilisations et des autres actifs	75,7	52,4	49,5	50,9	66,1	49,3	47,4	49,4
Bénéfice d'exploitation	110,2	153,0	182,2	82,8	97,4	149,7	173,2	101,1
Quote-part des résultats d'une coentreprise comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence	7,0	5,2	6,0	2,6	3,8	4,8	5,7	-
Frais de financement nets	4,0	2,1	2,7	2,6	11,2	8,2	7,6	7,4
Bénéfice net	86,8	113,5	139,5	64,5	69,6	108,2	126,9	68,8
Bénéfice net par action								
De base	0,49 \$	0,62 \$	0,76 \$	0,35 \$	0,38 \$	0,58 \$	0,68 \$	0,37 \$
Dilué	0,48 \$	0,61 \$	0,75 \$	0,35 \$	0,37 \$	0,57 \$	0,67 \$	0,37 \$

(1) Les données présentées pour cette période n'ont pas été redressées suite à l'adoption des IFRS.

Perspectives

D'ici la fin de l'exercice 2012, Couche-Tard compte poursuivre ses investissements, avec discernement, afin, entre autres, d'améliorer son réseau. Compte tenu du contexte économique et de son accès à des liquidités à des conditions avantageuses, Couche-Tard croit être bien positionnée afin de réaliser des acquisitions et créer de la valeur. Toutefois, la société continuera à faire preuve de patience afin de payer le juste prix en raison de la réalité du marché actuel. De plus, Couche-Tard a l'intention de continuer à porter une attention continue à ses conditions d'approvisionnement ainsi qu'à ses frais d'exploitation.

La société compte aussi concentrer ses efforts à intégrer à son réseau les magasins acquis récemment ou en voie de l'être.

Finalement, tel que le veut son modèle d'affaires, Couche-Tard entend continuer à accorder la priorité à la vente de produits frais ainsi qu'à l'innovation, y compris le lancement de nouveaux produits et services, afin de toujours mieux répondre aux besoins de ses nombreux clients.

Profil

Alimentation Couche-Tard inc. est le chef de file de l'industrie canadienne du commerce de l'accommodation. En Amérique du Nord, Couche-Tard est la plus importante société en tant que chaîne de magasins d'accommodation (intégrée ou non à une société pétrolière) en fonction du nombre de magasins corporatifs. Au 29 janvier 2012, Couche-Tard avait un réseau de 5 817 magasins, dont 4 225 étaient dotés d'un site de distribution de carburant. À cette même date, la société avait des contrats pour l'approvisionnement en carburant de 338 sites opérés par des exploitants indépendants. Le réseau de Couche-Tard est constitué de 13 unités d'affaires, dont neuf aux États-Unis, couvrant 42 états et le district de Columbia, et quatre au Canada, couvrant les dix provinces. Plus de 53 000 personnes œuvrent dans l'ensemble du réseau de magasins et aux centres de services de Couche-Tard.

Source

Raymond Paré, vice-président et chef de la direction financière

Tél. : (450) 662-6632 poste 4607

relations.investisseurs@couche-tard.com

Les déclarations contenues dans ce communiqué, qui décrivent les objectifs, les projections, les estimations, les attentes ou les prédictions de Couche-Tard peuvent constituer des déclarations prospectives au sens des lois sur les valeurs mobilières. Ces déclarations se caractérisent par l'emploi de verbes à la forme affirmative ou négative, tels que « prévoir », « évaluer », « estimer », « croire », ainsi que d'autres expressions apparentées. Couche-Tard tient à préciser que, par leur nature même, les déclarations prospectives comportent des risques et des incertitudes, et que ses résultats, ou les mesures qu'elle adopte, pourraient différer considérablement de ceux qui sont indiqués ou sous-entendus dans ces déclarations, ou pourraient avoir une incidence sur le degré de réalisation d'une projection particulière. Parmi les facteurs importants pouvant entraîner une différence considérable entre les résultats réels de Couche-Tard et les projections ou attentes formulées dans les déclarations prospectives, mentionnons les effets de l'intégration d'entreprises acquises et la capacité de concrétiser les synergies projetées, les fluctuations des marges sur les ventes d'essence, les variations de taux de change, la concurrence dans les secteurs de l'accommodation et du carburant ainsi que d'autres risques décrits en détail de temps à autre dans les rapports déposés par Couche-Tard auprès des autorités en valeurs mobilières du Canada et des États-Unis. À moins qu'elle n'y soit tenue selon les lois sur les valeurs mobilières applicables, Couche-Tard nie toute intention ou obligation de mettre à jour ou de réviser des énoncés prospectifs, que ce soit à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou autrement. Enfin, l'information prospective contenue dans ce document est basée sur l'information disponible en date de sa publication.

Webémission sur les résultats le 13 mars 2012 à 15h30 (HNE)

Couche-Tard invite les analystes connus de la société à faire parvenir au préalable et ce, avant 13h30 le 13 mars 2012 (HNE), leurs deux questions auprès de la direction.

Les analystes financiers et investisseurs intéressés à écouter la webémission sur les résultats de Couche-Tard pourront le faire le 13 mars 2012 à 15h30 (HNE) en se rendant sur le site Internet de la société au www.couche-tard.com/corporatif sous la rubrique Relations investisseurs/Présentations corporatives. Les personnes qui sont dans l'impossibilité d'écouter la webémission en direct pourront écouter l'enregistrement qui sera disponible pour une période de 90 jours suivant la webémission.

ÉTATS DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS

(en millions de dollars américains, à l'exception des montants par action, non audités)

Périodes terminées les	16 semaines		40 semaines	
	29 janvier 2012	30 janvier 2011	29 janvier 2012	30 janvier 2011
	\$	\$	\$	\$
Chiffre d'affaires	6 604,1	5 486,9	16 934,3	13 813,4
Coût des ventes	5 777,6	4 711,9	14 696,8	11 681,1
Marge brute	826,5	775,0	2 237,5	2 132,3
Frais d'exploitation, de vente, administratifs et généraux	640,6	611,5	1 619,7	1 549,2
Amortissement des immobilisations et des autres actifs	75,7	66,1	177,6	162,8
	716,3	677,6	1 797,3	1 712,0
Bénéfice d'exploitation	110,2	97,4	440,2	420,3
Quote-part des résultats d'une coentreprise comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence	7,0	3,8	18,2	14,3
Frais de financement	4,3	20,7	9,9	38,2
Revenus financiers	(0,3)	(9,5)	(1,1)	(11,2)
Frais de financement nets	4,0	11,2	8,8	27,0
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices	113,2	90,0	449,6	407,6
Impôts sur les bénéfices	26,4	20,4	109,8	102,9
Bénéfice net	86,8	69,6	339,8	304,7
Bénéfice net par action (note 6)				
De base	0,49	0,38	1,88	1,65
Dilué	0,48	0,37	1,84	1,62
Nombre moyen pondéré d'actions (en milliers)	177 731	184 486	180 866	185 025
Nombre moyen pondéré d'actions - dilué (en milliers)	181 259	188 210	184 364	188 569
Nombre d'actions en circulation à la fin de la période (en milliers)	178 979	183 682	178 979	183 682

ÉTATS DU RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉS

(en millions de dollars américains, non audités)

Périodes terminées les	16 semaines		40 semaines	
	29 janvier 2012	30 janvier 2011	29 janvier 2012	30 janvier 2011
	\$	\$	\$	\$
Bénéfice net	86,8	69,6	339,8	304,7
Autres éléments du résultat global				
Variations des redressements cumulés de conversion de devises ⁽¹⁾	23,2	3,0	(25,3)	0,8
Variation de la juste valeur d'un instrument financier désigné comme élément de couverture de flux de trésorerie ⁽²⁾	0,3	1,0	1,6	2,3
Reclassement aux résultats du gain réalisé sur un instrument financier désigné comme élément de couverture de flux de trésorerie ⁽³⁾	(0,6)	(0,6)	(1,7)	(1,1)
Variation de la juste valeur d'un instrument financier disponible à la vente ⁽⁴⁾	(0,3)	-	-	-
Reclassement aux résultats d'un gain réalisé sur la vente d'un instrument financier disponible à la vente ⁽⁵⁾	-	-	(0,6)	-
Autres éléments du résultat global	22,6	3,4	(26,0)	2,0
Résultat global	109,4	73,0	313,8	306,7

(1) Pour les périodes de 16 et 40 semaines terminées le 29 janvier 2012, ces montants incluent un gain de 16,0 \$ et une perte de 20,5 \$, respectivement, (déduction faite d'impôts sur les bénéfices de 2,4 \$ et 3,1 \$, respectivement). Pour les périodes de 16 et 40 semaines terminées le 30 janvier 2011, ces montants incluent un gain de 3,0 \$ et une perte de 3,9 \$, respectivement, (déduction faite d'impôts sur les bénéfices de 0,4 \$ et 0,6 \$, respectivement). Ces pertes et gains découlent de la conversion de la dette à long terme libellée en dollars américains, désignée à titre d'instrument de couverture de risque de change sur l'investissement net de la compagnie dans ses opérations étrangères aux États-Unis.

(2) Pour les périodes de 16 et 40 semaines terminées le 29 janvier 2012, ces montants sont présentés déduction faite d'impôts sur les bénéfices de 0,1 \$ et 0,5 \$, respectivement. Pour les périodes de 16 et 40 semaines terminées le 30 janvier 2011, ces montants sont présentés déduction faite d'impôts sur les bénéfices de 0,3 \$ et 0,8 \$, respectivement.

(3) Pour les périodes de 16 et 40 semaines terminées le 29 janvier 2012, ces montants sont présentés déduction faite d'impôts sur les bénéfices de 0,2 \$ et 0,6 \$, respectivement. Pour les périodes de 16 et 40 semaines terminées le 30 janvier 2011, ces montants sont présentés déduction faite d'impôts sur les bénéfices de 0,2 \$ et 0,4 \$, respectivement.

(4) Pour la période de 16 semaines terminée le 29 janvier 2012, ce montant est présenté déduction faite d'impôts sur les bénéfices de 0,1\$.

(5) Pour la période de 40 semaines terminée le 29 janvier 2012, ce montant est présenté déduction faite d'impôts sur les bénéfices.

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTATS DE LA VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS
(en millions de dollars américains, non audités)

Période de 40 semaines terminée le

29 janvier 2012

	Capital- actions	Surplus d'apport	Bénéfices non répartis	Cumul des autres éléments du résultat global	Capitaux Propres
	\$	\$	\$	\$	\$
Solde au début de la période	323,8	19,3	1 596,3	41,2	1 980,6
Résultat global :					
Bénéfice net			339,8		339,8
Variation des redressements cumulés de conversion de devises				(25,3)	(25,3)
Variation de la juste valeur d'un instrument financier désigné comme élément de couverture de flux de trésorerie (déduction faite d'impôts sur les bénéfices de 0,5 \$)				1,6	1,6
Reclassement aux résultats du gain réalisé sur un instrument financier désigné comme élément de couverture de flux de trésorerie (déduction faite d'impôts sur les bénéfices de 0,6 \$)				(1,7)	(1,7)
Reclassement aux résultats d'un gain réalisé sur la vente d'un instrument financier disponible à la vente (déduction faite d'impôts sur les bénéfices)				(0,6)	(0,6)
Total du résultat global					<u>313,8</u>
Dividendes			(36,3)		(36,3)
Dépense de rémunération à base d'actions		0,4			0,4
Juste valeur initiale des options d'achat d'actions exercées	1,5	(1,5)			-
Émission résultant de la levée des options d'achat d'actions en contrepartie de trésorerie	19,2				19,2
Rachat et annulation d'actions	(23,9)				(23,9)
Excédent du coût d'acquisition sur la valeur comptable des actions à vote multiple catégorie A et actions à droit de vote subalterne catégorie B rachetées et annulées			(177,3)		(177,3)
Solde à la fin de la période	320,6	18,2	1 722,5	15,2	2 076,5

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTATS DE LA VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS
(en millions de dollars américains, non audités)

Période de 40 semaines terminée le

30 janvier 2011

	Capital- actions	Surplus d'apport	Bénéfices non répartis	Cumul des autres éléments du résultat global	Capitaux Propres
	\$	\$	\$	\$	\$
Solde au début de la période	319,5	20,4	1 319,7	0,4	1 660,0
Résultat global :					
Bénéfice net			304,7		304,7
Variation des redressements cumulés de conversion de devises				0,8	0,8
Variation de la juste valeur d'un instrument financier désigné comme élément de couverture de flux de trésorerie (déduction faite d'impôts sur les bénéfices de 0,8 \$)				2,3	2,3
Reclassement aux résultats du gain réalisé sur un instrument financier désigné comme élément de couverture de flux de trésorerie (déduction faite d'impôts sur les bénéfices de 0,4 \$)				(1,1)	(1,1)
Total du résultat global					306,7
Dividendes			(23,4)		(23,4)
Dépense de rémunération à base d'actions		0,9			0,9
Juste valeur initiale des options d'achat d'actions exercées	2,2	(2,2)			-
Émission résultant de la levée des options d'achat d'actions en contrepartie de trésorerie	10,0				10,0
Rachat et annulation d'actions	(8,2)				(8,2)
Excédent du coût d'acquisition sur la valeur comptable des actions à vote multiple catégorie A et actions à droit de vote subalterne catégorie B rachetées et annulées			(52,0)		(52,0)
Solde à la fin de la période	323,5	19,1	1 549,0	2,4	1 894,0

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTATS DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

(en millions de dollars américains, non audités)

Périodes terminées les	16 semaines		40 semaines	
	29 janvier 2012	30 janvier 2011	29 janvier 2012	30 janvier 2011
	\$	\$	\$	\$
Activités d'exploitation				
Bénéfice net	86,8	69,6	339,8	304,7
Ajustements afin de concilier le bénéfice net avec les rentrées de fonds nettes liées aux activités d'exploitation				
Amortissement des immobilisations et des autres actifs, déduction faite de l'amortissement des crédits reportés	63,8	60,2	148,3	143,9
Impôts différés	(18,3)	26,2	1,4	35,5
Gain sur remboursement anticipé de la dette subordonnée non garantie	-	(1,4)	-	(1,4)
Intérêts implicites sur le rachat de la dette subordonnée non garantie	-	(17,4)	-	(17,4)
Perte sur la cession d'immobilisations et d'autres actifs	2,6	1,3	7,8	1,3
Crédits reportés	4,3	(0,2)	9,4	0,9
Quote-part des résultats (déduction faite des dividendes) d'une coentreprise comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence	(4,7)	3,0	(14,4)	(4,8)
Autres	2,4	8,4	15,7	18,7
Variations du fonds de roulement hors caisse	(41,6)	(152,9)	(25,8)	(102,2)
Rentrées (sorties) de fonds nettes liées aux activités d'exploitation	95,3	(3,2)	482,2	379,2
Activités d'investissement				
Acquisitions d'entreprises (note 5)	(312,5)	(8,1)	(350,3)	(34,3)
Acquisitions d'immobilisations et d'autres actifs	(85,6)	(68,6)	(189,8)	(133,5)
Produits tirés de la cession d'immobilisations et d'autres actifs	6,3	6,2	15,1	12,0
Autres	-	-	(0,1)	-
Produits tirés de transactions de cession-bail	-	-	-	5,1
Sorties de fonds nettes liées aux activités d'investissement	(391,8)	(70,5)	(525,1)	(150,7)
Activités de financement				
Augmentation nette des autres emprunts à long terme	79,0	234,3	158,6	134,9
Rachat d'actions	(78,0)	(60,2)	(201,2)	(60,2)
Émission d'actions	16,8	4,8	19,2	10,0
Dividendes versés en trésorerie	(12,8)	(9,1)	(36,3)	(23,4)
Remboursement anticipé de la dette subordonnée non garantie	-	(332,6)	-	(332,6)
Rentrées (sorties) de fonds nettes liées aux activités de financement	5,0	(162,8)	(59,7)	(271,3)
Effet des fluctuations du taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	6,0	1,6	(4,1)	2,2
Diminution nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(285,5)	(234,9)	(106,7)	(40,6)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	488,5	410,0	309,7	215,7
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	203,0	175,1	203,0	175,1
Informations supplémentaires :				
Intérêts versés	2,4	16,0	5,1	31,3
Intérêts reçus	0,3	0,1	1,1	1,0
Impôts sur les bénéfices versés	40,3	33,6	36,3	77,3
Composantes de la trésorerie et équivalents de trésorerie :				
Encaisse et dépôts à vue			161,5	126,3
Placements liquides			41,5	48,8
			203,0	175,1

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

BILANS CONSOLIDÉS

(en millions de dollars américains, non audités)

	Au 29 janvier 2012	Au 24 avril 2011	Au 26 avril 2010
	\$	\$	\$
Actif			
Actif à court terme			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	203,0	309,7	215,7
Débiteurs	405,1	349,1	280,8
Stocks	532,0	526,0	469,9
Frais payés d'avance	26,2	21,0	20,0
Impôts sur les bénéfices à recevoir	-	36,4	17,7
	1 166,3	1 242,2	1 004,1
Immobilisations corporelles	2 142,6	1 935,4	1 914,9
Goodwill	503,6	440,9	425,3
Actifs incorporels	221,6	188,6	188,2
Autres actifs	72,3	58,0	55,8
Participation dans une coentreprise	62,6	48,2	42,1
Impôts différés	15,4	12,7	8,6
	4 184,4	3 926,0	3 639,0
Passif			
Passif à court terme			
Créditeurs et charges à payer	866,9	936,5	821,7
Provisions	47,8	36,3	31,4
Impôts sur les bénéfices à payer	32,4	-	-
Portion à court terme de la dette à long terme	484,1	4,6	4,4
	1 431,2	977,4	857,5
Dette à long terme	180,2	496,9	711,9
Provisions (note 9)	104,9	88,7	87,7
Crédits reportés et autres éléments de passif	147,4	137,7	128,0
Impôts différés	244,2	244,7	193,9
	2 107,9	1 945,4	1 979,0
Capitaux propres			
Capital-actions	320,6	323,8	319,5
Surplus d'apport	18,2	19,3	20,4
Bénéfices non répartis	1 722,5	1 596,3	1 319,7
Cumul des autres éléments du résultat global	15,2	41,2	0,4
	2 076,5	1 980,6	1 660,0
	4 184,4	3 926,0	3 639,0

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS (en millions de dollars américains, à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions, non audités)

1. PRÉSENTATION DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités (« les états financiers intermédiaires ») ont été préparés par la société conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada tel que publiés dans le manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (« manuel de l'ICCA »). En 2010, le manuel de l'ICCA a été révisé pour incorporer les Normes internationales d'information financière (« IFRS ») et exige que les entreprises ayant l'obligation publique de rendre des comptes appliquent ces normes pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011. La société a donc commencé à présenter son information conformément à ce référentiel comptable dans les états financiers intermédiaires de la période de 12 semaines terminée le 17 juillet 2011 (T1 2012). Dans les présents états financiers intermédiaires, le terme PCGR du Canada réfère aux PCGR canadiens avant l'adoption des IFRS.

Les présents états financiers intermédiaires ont été préparés conformément aux IFRS applicables pour les états financiers intermédiaires, notamment IAS 34 « Information financière intermédiaire » et IFRS 1 « Première application des Normes internationales d'information financière ». Conformément aux IFRS, la société a :

- fourni une information financière comparative;
- appliqué les mêmes méthodes comptables à toutes les périodes de présentation de l'information financière (à l'exception de certaines exemptions relatives à la première adoption décrites à la note 11); et
- appliqué rétrospectivement toutes les normes IFRS publiées en date du 13 mars 2012, date à laquelle le conseil d'administration a approuvé les états financiers intermédiaires, et ayant une date effective antérieure au 29 avril 2012.

Les états financiers intermédiaires de la société étaient auparavant dressés conformément aux PCGR du Canada. Les PCGR du Canada diffèrent des IFRS à certains égards. Lors de la préparation des présents états financiers intermédiaires conformément aux IFRS, la direction a modifié certaines méthodes de comptabilisation, d'évaluation et de consolidation qu'elle appliquait auparavant pour préparer ses états financiers selon les PCGR du Canada. La note 11 présente un rapprochement de chacun des postes du bilan au 24 avril 2011 et 26 avril 2010, un rapprochement de l'état des résultats et du résultat global pour l'exercice terminé le 24 avril 2011, un rapprochement des capitaux propres, de l'état du résultat et du résultat global pour les périodes de 16 et 40 semaines terminées le 30 janvier 2011 ainsi qu'une description de l'incidence de la transition des PCGR du Canada aux IFRS sur ces éléments.

Les présents états financiers intermédiaires n'ont pas fait l'objet d'une mission d'examen par les auditeurs externes de la société. La préparation des états financiers intermédiaires repose sur des conventions et méthodes comptables qui concordent avec celles qui ont été employées dans la préparation des états financiers consolidés annuels audités conformément aux PCGR du Canada de l'exercice terminé le 24 avril 2011, à l'exception de celles présentées à la note 2. Les états financiers intermédiaires ne comprennent pas toute l'information exigée pour les états financiers complets et devraient être lus à la lumière des états financiers consolidés annuels audités et des notes complémentaires figurant dans le rapport annuel 2011 de la société (« le rapport annuel 2011 »). Les résultats d'exploitation pour les périodes intermédiaires présentées ne reflètent pas nécessairement les résultats attendus de l'exercice entier. Les activités de la société ont un caractère saisonnier. La période d'activité la plus importante se situe au premier semestre de chaque exercice, lequel inclut les ventes de la saison estivale.

Le 13 mars 2012, les états financiers intermédiaires pour les périodes de 16 et 40 semaines terminées le 29 janvier 2012 (y compris les états comparatifs) ont été approuvés par le conseil d'administration qui a également approuvé leur publication. Les éventuelles modifications apportées aux IFRS après cette date, qui seront appliquées dans les états financiers consolidés annuels de la société pour l'exercice se terminant le 29 avril 2012, pourraient donner lieu au retraitement des présents états financiers intermédiaires, y compris des ajustements transitoires comptabilisés au moment du basculement aux IFRS.

2. CONVENTIONS COMPTABLES AYANT ÉTÉ AFFECTÉES PAR LA TRANSITION AUX IFRS ET QUI DIFFÈRENT DE CELLES UTILISÉES DANS LES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS ANNUELS 2011

Principes de consolidation

Les états financiers intermédiaires incluent les comptes de la société et ceux de ses filiales, lesquelles sont détenues en propriété exclusive. Ils comprennent également la quote-part des résultats de sa coentreprise qui est comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence. Toutes les transactions et tous les soldes intersociétés ont été éliminés lors de la consolidation.

Les filiales sont des entités sur lesquelles la société exerce le contrôle, soit le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles. La société possède 100 % des droits de vote dans ses filiales. L'incidence des droits de vote potentiels que la société est actuellement en mesure d'exercer est prise en compte dans l'évaluation de

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

(en millions de dollars américains, à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions, non audités)

l'existence du contrôle. Ces critères sont analysés de façon régulière et les filiales sont entièrement consolidées à compter de la date où leur contrôle est acquis par la société et cessent d'être consolidées dès que le contrôle n'est plus exercé.

Conversion de devises

Monnaie fonctionnelle

La monnaie fonctionnelle de la société mère et de ses filiales canadiennes est le dollar canadien. La monnaie fonctionnelle de ses filiales américaines est le dollar américain.

Opérations en devises étrangères

Les opérations libellées en devises étrangères sont converties dans la monnaie fonctionnelle pertinente de la façon suivante : les éléments d'actif et de passif monétaires sont convertis au taux de change en vigueur à la date du bilan alors que les revenus et charges sont convertis au taux de change moyen sur une période de quatre semaines. Les éléments d'actif et de passif non monétaires sont convertis au taux historique ou au taux à la date où ils ont été évalués à la juste valeur. Le cas échéant, les gains ou pertes de change résultant de cette conversion sont portés aux résultats sauf lorsque reportés dans les capitaux propres en tant que couverture d'investissement net.

Consolidation et opérations étrangères

Les états financiers intermédiaires sont consolidés en dollars canadiens en utilisant la méthode suivante : les éléments d'actif et de passif sont convertis au taux de change en vigueur à la date du bilan. Les revenus et les dépenses sont convertis au taux moyen sur une base périodique de quatre semaines. Les gains et les pertes de change sont présentés au poste cumul des autres éléments du résultat global dans les capitaux propres.

Monnaie de présentation

La société a adopté le dollar américain comme monnaie de présentation. Les états financiers intermédiaires en dollars canadiens sont convertis dans la monnaie de présentation selon la méthode décrite précédemment. Le capital-actions, le surplus d'apport et les bénéfices non répartis sont convertis au taux historique. Les actifs non monétaires comptabilisés à la juste valeur sont convertis au taux à la date à laquelle la juste valeur a été déterminée. Les gains et les pertes de change résultant de cette conversion sont présentés au poste cumul des autres éléments du résultat global dans les capitaux propres.

Bénéfice net par action

Le bénéfice net par action de base est calculé en divisant le bénéfice net revenant aux détenteurs d'actions de catégories A et B par le nombre moyen pondéré d'actions de catégories A et B en circulation au cours de l'exercice. Le bénéfice net par action dilué est calculé en utilisant le nombre moyen pondéré d'actions en circulation majoré du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires qui seraient émises lors de la conversion en actions ordinaires de toutes les options potentielles dilutives.

Impôts sur le résultat

La charge d'impôt comptabilisée au résultat correspond à la somme de l'impôt différé et de l'impôt exigible qui ne sont pas comptabilisés en autres éléments du résultat global ou directement en capitaux propres.

La dépense d'impôts sur le résultat est comptabilisée en fonction de la meilleure estimation par la direction du taux d'impôt moyen pondéré annuel attendu pour l'exercice financier. L'estimé du taux d'impôt moyen pondéré annuel utilisé pour l'exercice se terminant le 29 avril 2012 est de 24,4 % (25,2 % pour la période de 40 semaines terminée le 30 janvier 2011).

La société utilise l'approche bilan de la méthode du report variable pour comptabiliser les impôts sur les bénéfices. Selon cette méthode, les actifs et les passifs d'impôts différés sont déterminés en fonction de l'écart entre la valeur comptable et la valeur fiscale des actifs et des passifs en appliquant, à la date des états financiers intermédiaires, les taux d'imposition et les lois fiscales en vigueur ou pratiquement en vigueur pour les exercices au cours desquels les écarts temporaires devraient se résorber. Une provision pour moins-value est constatée dans la mesure où il est plus probable qu'improbable que la totalité des actifs d'impôts différés ne sera pas matérialisée.

Les passifs d'impôt différé sont comptabilisés pour toutes différences temporelles imposables liées à des participations dans les filiales et la coentreprise, sauf si la société est capable de contrôler la date à laquelle la différence temporelle s'inversera et s'il est probable que la différence temporelle ne s'inversera pas dans un avenir

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

(en millions de dollars américains, à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions, non auditées)

prévisible. Les actifs d'impôt différé découlant des différences temporelles déductibles générées par de telles participations sont comptabilisés seulement s'il est probable que le bénéfice imposable sera suffisant pour permettre d'utiliser les avantages de la différence temporelle et que la différence temporelle se résorbera dans un avenir prévisible.

Les actifs et passifs d'impôt différé sont compensés si la société a un droit juridiquement exécutoire de compenser des actifs et des passifs d'impôt exigible, qu'ils concernent des impôts sur le résultat prélevés par la même autorité fiscale et si elle a l'intention de régler simultanément le montant net de ses actifs et passifs d'impôt exigible.

Immobilisations corporelles, amortissements et dépréciation

Les immobilisations sont comptabilisées au coût, déduction faite de l'amortissement cumulé et sont amorties sur leur durée de vie utile estimative selon la méthode de l'amortissement linéaire, selon les périodes suivantes :

Immeubles et composantes de bâtiment	3 à 40 ans
Équipements	3 à 40 ans
Immeubles loués en vertu de contrats de location-financement	Durée du bail
Équipements loués en vertu de contrats de location-financement	Durée du bail

Les composantes de bâtiment comprennent les systèmes de climatisation et de chauffage, la plomberie et les installations électriques. Les équipements comprennent l'affichage, les équipements pétroliers et les équipements en magasins.

Les améliorations locatives et les immobilisations sur des propriétés louées sont amorties selon le moindre de la durée de vie utile estimative du bien et la durée du contrat de location.

Les immobilisations sont soumises à un test de dépréciation lorsque des événements ou des situations indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Cette recouvrabilité est mesurée en comparant leur valeur comptable nette à leur valeur recouvrable, qui correspond au montant le plus élevé entre la juste valeur diminuée des coûts de la vente et la valeur d'utilité de l'actif ou de l'unité génératrice de trésorerie. Dans le cas où la valeur comptable des actifs excéderait leur valeur recouvrable, une perte de valeur d'un montant équivalent à l'excédent serait comptabilisée.

La société effectue une évaluation annuelle des soldes résiduels, des durées de vie utile estimatives et des méthodes d'amortissement utilisés pour les immobilisations corporelles et tout changement découlant de l'évaluation est appliqué prospectivement par la société.

Goodwill

Les montants de goodwill représentent l'excédent du coût d'une entreprise acquise par rapport à la juste valeur des actifs nets sous-jacents acquis de l'entreprise à la date d'acquisition. Le goodwill n'est pas amorti. Il est plutôt soumis à un test annuel de dépréciation, lors du premier trimestre, ou plus fréquemment si des événements ou des changements de situation indiquent qu'il pourrait avoir subi une dépréciation. Dans le cas où la valeur comptable du goodwill d'une unité génératrice de trésorerie excéderait sa valeur recouvrable, une perte de valeur serait comptabilisée. Si, lors de l'évaluation initiale du regroupement, la juste valeur nette des actifs de l'entreprise acquise excède le coût du regroupement, l'excédent est comptabilisé immédiatement en résultat.

Actifs incorporels

Les actifs incorporels sont principalement composés de marques de commerce et de licences. Les marques de commerce et les licences ont des durées de vie indéterminées puisqu'elles ne font pas l'objet d'expiration, sont comptabilisées au coût, ne sont pas amorties et sont soumises à un test annuel de dépréciation lors du premier trimestre ou plus fréquemment si des événements ou des changements de situation indiquent qu'elles pourraient avoir subi une dépréciation. Les autres actifs incorporels sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur une période de cinq à dix ans.

Frais de location

La société comptabilise les contrats de location-financement lorsque pratiquement tous les avantages et les risques afférents à la propriété du bien loué lui ont été transférés. Dans certains cas, le contrat de location n'est pas concluant et la direction doit faire preuve de jugement pour déterminer si un contrat de location est un contrat de location-financement qui transfère la quasi-totalité des risques et avantages se rattachant à la propriété. Le coût des actifs comptabilisés en vertu des contrats de location-financement représente le moindre de la valeur actualisée des paiements minimums exigibles en vertu du bail et de la juste valeur de la propriété louée et est amorti linéairement sur

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

(en millions de dollars américains, à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions, non audités)

le moindre de la durée de vie utile de l'actif et de la durée du bail. Les biens loués en vertu de contrats de location-financement sont présentés sous la rubrique « Immobilisations » au bilan consolidé.

Les contrats de location qui ne prévoient pas le transfert de la quasi-totalité des avantages et risques afférents à la propriété sont comptabilisés comme des contrats de location simple. Lorsque les baux contiennent des clauses d'augmentations prédéterminées du loyer minimum, la société constate la charge locative selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée du bail. Conséquemment, la société comptabilise à titre de dépense de loyer reportée l'excédent de la charge sur le montant exigible.

La société reçoit également des incitatifs relatifs aux baux qui sont amortis selon la méthode linéaire sur le moindre de la durée de vie utile de l'actif et de la durée du bail.

Les gains et pertes découlant de transactions de cession-bail sont enregistrés aux résultats consolidés au moment de la transaction sauf si :

- le prix de vente est inférieur à la juste valeur et la perte est compensée par des paiements futurs inférieurs au prix du marché, auquel cas la perte est reportée et amortie proportionnellement aux paiements au titre de la location sur la période pendant laquelle il est prévu d'utiliser l'actif;
- le prix de vente est supérieur à la juste valeur, auquel cas l'excédent est reporté et amorti sur la durée d'utilisation attendue de l'actif.

Rémunération et autres paiements à base d'actions

Les coûts de rémunération à base d'actions sont évalués à la date de l'octroi en fonction de la méthode fondée sur la juste valeur pour toutes les opérations effectuées à compter de l'exercice 2003.

La juste valeur des options d'achat d'actions est constatée sur la période d'acquisition de chaque tranche d'acquisition à titre de coût de rémunération avec une augmentation correspondante du surplus d'apport. À la levée des options d'achat d'actions, le surplus d'apport correspondant est transféré au capital-actions.

Le coût de rémunération des actions fictives est comptabilisé linéairement sur la période d'acquisition correspondante sur la base de la juste valeur marchande des actions catégorie B de la société et de la meilleure estimation du nombre d'actions fictives qui seront ultimement payables. Le passif ainsi enregistré est ajusté à chaque période pour refléter toute variation de la juste valeur des actions catégorie B.

Avantages sociaux futurs

La société comptabilise ses obligations découlant des régimes de retraite de ses employés ainsi que les coûts connexes, déduction faite des actifs des régimes. Pour les régimes à prestations définies, les conventions comptables suivantes ont été retenues :

- Les obligations au titre des prestations et le coût des prestations de retraite constituées par les salariés actifs sont établis par calculs actuariels, selon la méthode des unités de crédit projetées au prorata des services et les charges de retraite sont imputées aux résultats au fur et à mesure que les services sont rendus par les employés actifs. Les calculs tiennent compte des hypothèses considérées par la direction comme étant les plus probables concernant le rendement prévu des placements des régimes, la progression des salaires et l'âge de départ à la retraite des salariés;
- Aux fins de la détermination du rendement prévu des actifs des régimes, ces actifs sont évalués à leur juste valeur;
- Les gains (pertes) actuariels découlent de l'écart entre le taux de rendement à long terme réel des actifs des régimes au cours d'une période et le taux de rendement à long terme prévu des actifs des régimes pour cette période ou de la modification des hypothèses actuarielles utilisées pour déterminer les obligations au titre des prestations définies. L'excédent du gain (perte) actuariel net sur 10 % du plus élevé de la valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies ou de la juste valeur des actifs des régimes, établis au début de l'exercice, est amorti sur la durée de vie active résiduelle moyenne attendue des employés participant au régime. La durée de vie active résiduelle moyenne attendue des employés participant aux régimes de retraite est de neuf ans;
- Les coûts des services passés sont amortis linéairement sur la période moyenne restant à courir jusqu'à ce que les droits correspondants soient acquis.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

(en millions de dollars américains, à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions, non auditées)

Pour le régime à cotisations définies, la charge de retraite inscrite aux résultats correspond aux cotisations que la société est tenue de verser en échange des services rendus par les salariés.

Provisions

Les provisions sont comptabilisées si la société a une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un événement passé, s'il est probable que la société sera tenue d'éteindre l'obligation et si le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. Le montant comptabilisé en provision est la meilleure estimation de la contrepartie nécessaire à l'extinction de l'obligation actuelle à la date de clôture, compte tenu des risques et des incertitudes liées à l'obligation. Si une provision est évaluée en fonction des estimations de flux de trésorerie nécessaires pour éteindre l'obligation actuelle, sa valeur comptable correspond à la valeur actualisée de ces flux de trésorerie.

Contrats déficitaires

Les obligations actuelles résultant de contrats déficitaires sont comptabilisées et évaluées comme des provisions. Un contrat est considéré déficitaire lorsque la société a conclu un contrat pour lequel les coûts inévitables pour satisfaire aux obligations contractuelles sont supérieurs aux avantages économiques attendus du contrat. Afin de déterminer le passif initial comptabilisé, les flux de trésorerie futurs estimatifs ont été actualisés à un taux avant impôts reflétant les appréciations actuelles par le marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à ce passif.

Coûts environnementaux

La société constate une provision pour les frais de réhabilitation de sites estimatifs futurs afin de satisfaire aux normes gouvernementales pour ses sites connus comme étant contaminés lorsque ces coûts peuvent être estimés raisonnablement. Les estimations des coûts futurs prévus pour les activités de remise en état de ces sites sont fondées sur l'expérience antérieure de la société en matière de réhabilitation de sites ainsi que sur d'autres facteurs, tels que l'état du site contaminé, l'emplacement des sites et l'expérience des entrepreneurs qui effectuent les évaluations environnementales et les travaux de réhabilitation. Afin de déterminer le passif initial comptabilisé, les flux de trésorerie futurs estimatifs ont été actualisés à un taux avant impôts reflétant les appréciations actuelles par le marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à ce passif.

Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

Les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations se rapportent aux coûts futurs estimatifs d'enlèvement des réservoirs à essence souterrains et sont fondées sur l'expérience antérieure de la société dans ce domaine, la durée de vie utile estimative du réservoir, le terme des baux pour les réservoirs installés sur des propriétés louées, les estimations externes et les exigences réglementaires des gouvernements. Lorsqu'un réservoir à essence souterrain est installé, un passif actualisé est comptabilisé pour la juste valeur de l'obligation liée à la mise hors service de l'immobilisation et la valeur de l'immobilisation correspondante est augmentée du même montant. Afin de déterminer le passif initial comptabilisé, les flux de trésorerie futurs estimatifs ont été actualisés à un taux avant impôts reflétant les appréciations actuelles par le marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à ce passif. Le montant ajouté aux immobilisations est amorti et une charge de désactualisation est constatée en lien avec le passif actualisé sur la durée de vie utile du réservoir ou la durée du bail pour les propriétés louées.

À la suite de la constatation initiale de l'obligation liée à la mise hors service d'immobilisations, la valeur comptable du passif est accrue de manière à tenir compte de l'écoulement du temps, puis ajustée selon les variations du taux d'actualisation courant fondé sur le marché ou de l'échéancier des flux de trésorerie sous-jacents nécessaires pour régler l'obligation.

Obligations relatives à la responsabilité civile et aux indemnités d'accidents de travail

Aux États-Unis, la société a recours à l'auto assurance pour couvrir certaines pertes relatives à la responsabilité civile et aux indemnités d'accidents du travail. Le coût ultime actualisé de réclamations engagées à la date du bilan est reconnu à titre de passif. Ce coût est estimé sur la base des données historiques de la société et d'évaluations actuarielles. Afin de déterminer le passif initial comptabilisé, les flux de trésorerie futurs estimatifs ont été actualisés à un taux avant impôts reflétant les appréciations actuelles par le marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à ce passif.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS (en millions de dollars américains, à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions, non auditées)

Instruments financiers – comptabilisation et évaluation

La société a effectué les classements suivants de ses actifs et passifs financiers:

Actifs et passifs financiers	Classement	Évaluation subséquente ⁽¹⁾	Classement des gains et pertes
Trésorerie et équivalents de trésorerie	Prêts et créances	Coût après amortissement	Bénéfice net
Débiteurs	Prêts et créances	Coût après amortissement	Bénéfice net
Placements cotés en Bourse	Disponibles à la vente	Juste valeur	Autres éléments du résultat global
Dette bancaire et dette à long terme	Autres passifs	Coût après amortissement	Bénéfice net
Comptes fournisseurs et charges à payer	Autres passifs	Coût après amortissement	Bénéfice net

⁽¹⁾ L'évaluation initiale de tous les actifs et passifs financiers est faite à la juste valeur.

Regroupements d'entreprises

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Le coût d'un regroupement d'entreprises correspond au total des justes valeurs (à la date d'acquisition) des actifs remis, des passifs engagés ou pris en charge et des instruments de capitaux propres émis par la société, en échange du contrôle de l'entreprise acquise. Les actifs, les passifs et les passifs éventuels identifiables de l'entité acquise qui satisfont aux critères de comptabilisation d'IFRS 3 « Regroupements d'entreprises » sont comptabilisés à leurs justes valeurs à la date d'acquisition. Les frais d'acquisition directs sont passés en charge au moment où ils sont encourus.

Le goodwill découlant du regroupement d'entreprise est comptabilisé en tant qu'actif et initialement évalué au coût, celui-ci étant l'excédent du coût du regroupement d'entreprises sur la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables acquis. Si, après réévaluation, la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entreprise acquise excède le coût du regroupement d'entreprises, l'excédent est immédiatement comptabilisé en résultat.

Les résultats des entreprises acquises sont inclus aux états des résultats consolidés à compter de leurs dates respectives d'acquisition.

3. NOUVELLES NORMES COMPTABLES PUBLIÉES RÉCEMMENT MAIS NON ENCORE APPLIQUÉES

Normes révisées

Présentation des états financiers

En juin 2011, l'IASB a publié une version révisée de la norme IAS 1, «Présentation des états financiers». Les modifications régissent la présentation des autres éléments du résultat global (AERG) dans les états financiers, principalement en exigeant de présenter séparément les éléments de l'AERG qui doivent être reclassés aux résultats de ceux qui demeurent dans l'avoir des actionnaires.

Ces modifications entrent en vigueur pour les exercices débutant le ou après le 1^{er} juillet 2012. La société appliquera ces modifications à compter du premier trimestre de son exercice 2013 et évalue actuellement l'incidence de ces changements mais n'anticipe pas d'impact important sur ses états financiers consolidés.

Avantages du personnel

En juin 2011, l'IASB a publié une version révisée de la norme IAS 19 «Avantages du personnel» afin de modifier les règles de comptabilisation des régimes de retraite à prestation déterminées. La version amendée de la norme contient plusieurs modifications, incluant l'élimination de la méthode du corridor, qui permettait auparavant de reporter une portion des gains et pertes actuariels, en plus de fournir des directives sur l'évaluation et la présentation des actifs et passifs au titre des prestations définies et d'augmenter les exigences de présentation des régimes à prestation définies.

Ces modifications entrent en vigueur pour les exercices débutant le ou après le 1^{er} janvier 2013. La société appliquera cette nouvelle norme à compter du premier trimestre de son exercice 2014 et évalue actuellement l'incidence de ces changements sur ses états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS (en millions de dollars américains, à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions, non auditées)

Instrument financiers – Présentation et Information à fournir

En décembre 2011, l'IASB a publié des versions révisées des normes IFRS 7, «Instrument financiers – Information à fournir» et IAS 32 «Instrument financiers – Présentation». Les modifications clarifient les règles de compensation et établissent de nouvelles exigences de présentation pour les actifs et passifs financiers compensés au bilan.

Les modifications apportés à l'IFRS 7 entrent en vigueur pour les exercices débutant le ou après le 1^{er} janvier 2013 tandis que les modifications apportés à l'IAS 32 entrent en vigueur pour les exercices débutant le ou après le 1^{er} janvier 2014. La société appliquera ces modifications à compter du premier trimestre de ses exercices 2014 et 2015, respectivement et évalue actuellement l'incidence de ces changements mais n'anticipe pas d'impact important sur ses états financiers consolidés.

Nouvelles normes

Instruments financiers

En novembre 2009, l'IASB a publié une nouvelle norme, IFRS 9, «Instruments financiers» qui constitue le premier volet d'un projet en trois phases de l'IASB visant à remplacer IAS 39, «Instruments financiers : comptabilisation et évaluation». La norme fournit des indications sur le classement et l'évaluation des passifs financiers, ainsi que des exigences concernant la décomptabilisation d'actifs financiers et de passifs financiers.

États financiers consolidés

En mai 2011, l'IASB a publié une nouvelle norme, IFRS 10 «États financiers consolidés» qui établit qu'une entité doit consolider une entreprise détenue lorsqu'elle a des droits ou est exposée à des rendements variables de par son implication avec l'entreprise détenue et a la capacité d'influencer les rendements grâce à son pouvoir sur la société émettrice. Selon les normes IFRS en vigueur, la consolidation est nécessaire lorsque l'entité a le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entité afin d'obtenir des avantages de ses activités. IFRS 10 remplacera SIC-12 «Consolidation entités ad hoc» et une portion de l'IAS 27 «États financiers consolidés».

Accords conjoints

En mai 2011, l'IASB a publié une nouvelle norme, IFRS 11 «Accords conjoints» qui exige d'un coentrepreneur de classer sa participation dans un accord de coentreprise comme une coentreprise ou une opération conjointe. Les coentreprises seront comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence alors que pour une opération conjointe, le coentrepreneur reconnaîtra sa part de l'actif, du passif, des ventes et des dépenses de l'opération conjointe. Selon les normes IFRS en vigueur, les entités ont le choix de la consolidation proportionnelle ou de la méthode de la mise en équivalence des participations dans des coentreprises. IFRS 11 remplacera IAS 31 «Participations dans des coentreprises», et SIC-13 «Entités contrôlées conjointement – apports non monétaires par des coentrepreneurs».

Informations à fournir sur les participations dans les autres entités

En mai 2011, l'IASB a publié une nouvelle norme, IFRS 12 «Informations à fournir sur les participations dans les autres entités». IFRS 12 établit les exigences de divulgation des participations dans d'autres entités, telles que des accords de coentreprise, les participations dans des entreprises associées, les entités ad hoc et les opérations hors bilan. La norme reprend les divulgations existantes et introduit également d'importantes exigences de divulgation supplémentaires concernant la nature et les risques associés à des participations de la société dans d'autres entités.

Évaluation de la juste valeur

En mai 2011, l'IASB a publié une nouvelle norme, IFRS 13 «Évaluation de la juste valeur». IFRS 13 est une norme globale d'évaluation de la juste valeur et précise les exigences de divulgation ayant un effet dans toutes les normes IFRS. La nouvelle norme précise que la juste valeur est le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif, ou payé pour transférer un passif dans une transaction ordonnée entre les participants du marché, à la date de mesure. Elle établit également des informations à fournir sur la mesure de la juste valeur. Selon les normes IFRS en vigueur, les lignes directrices sur la mesure et la divulgation de la juste valeur sont réparties entre les normes spécifiques nécessitant des évaluations de la juste valeur qui dans de nombreux cas ne reflètent pas une base d'évaluation claire ou une communication cohérente.

Les nouvelles normes IFRS 9, 10, 11, 12 et 13 entrent en vigueur pour les exercices débutant le ou après le 1^{er} janvier 2013. La société appliquera ces nouvelles normes à compter du premier trimestre de son exercice 2014 et évalue actuellement l'incidence de ces changements sur ses états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

(en millions de dollars américains, à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions, non audités)

4. DETTE À LONG TERME

Le 9 décembre 2011, la société a conclu une nouvelle convention de crédit consistant en une facilité de crédit renouvelable non garantie d'un montant initial maximal de 1 000,0 \$ d'une durée initiale de cinq ans. La facilité de crédit est disponible sous les formes suivantes :

- Un crédit d'exploitation à terme renouvelable non garantie, disponible i) en dollars canadiens, ii) en dollars américains, iii) sous forme d'acceptations bancaires en dollars canadiens, moyennant des frais d'estampillage et iv) sous forme de lettres de garantie n'excédant pas 100,0 \$ ou l'équivalent en dollars canadiens, moyennant des frais. Les sommes empruntées portent intérêt à des taux variables fondés, selon la forme et la devise de l'emprunt, sur le taux préférentiel canadien, le taux des acceptations bancaires, le taux de base bancaire américain ou le taux LIBOR plus une marge variable;
- Une ligne de crédit non garantie d'un montant maximal de 50,0 \$, disponible en dollars canadiens ou américains, portant intérêt à des taux variables fondés, selon la forme et la devise d'emprunt, sur le taux préférentiel canadien, le taux préférentiel américain ou le taux de base bancaire américain plus une marge variable.

Des frais d'attente, variant selon un ratio de levier financier de la société, sont applicables sur la partie inutilisée des facilités de crédit. Les frais d'estampillage, les frais sur lettres de garantie et la marge variable servant à déterminer le taux d'intérêt sur les sommes empruntées sont déterminés selon un ratio de levier financier de la société.

En vertu de cette nouvelle convention de crédit, la société doit maintenir certains ratios financiers et respecter certaines clauses restrictives.

Considérant cette nouvelle convention, les montants disponibles en vertu des conventions de crédits préexistantes ont été ajustés comme suit :

- Le montant initial de 650,0 \$ du crédit d'exploitation A a été réduit à 326,0 \$;
- Le montant initial de 310,0 \$ du crédit d'exploitation B a été réduit à 154,0 \$.

La portion utilisée de ces facilités en excès des montants initiaux réduits ont été transférés à la nouvelle facilité de crédit. Les conventions préexistantes demeurent effectives jusqu'au 22 septembre 2012. Toutes les autres conditions d'utilisation des conventions de crédit préexistantes demeurent inchangées.

Au 29 janvier 2012, le taux d'intérêt effectif moyen pondéré est de 0,89 % pour la portion en dollars américains et de 1,93 % pour la portion en dollars canadiens (0,81 % au 30 janvier 2011 pour la portion en dollars américains et la portion en dollars canadiens). De plus, des lettres de garantie de 1,5 \$ CA (0,8 \$ CA au 30 janvier 2011) et de 28,5 \$ (29,4 \$ au 30 janvier 2011) étaient en circulation. Au 29 janvier 2012, les lignes de crédit disponibles étaient inutilisées et la société était en conformité avec les clauses restrictives et les ratios imposés par la convention de crédit.

5. ACQUISITIONS D'ENTREPRISES

- En mai 2011, la société a conclu l'acquisition de 11 magasins corporatifs situés en Ontario, au Manitoba, en Saskatchewan, en Alberta et en Colombie-Britannique auprès de Shell Canada Products. La société loue le terrain et l'immeuble pour quatre sites et elle est propriétaire de ces mêmes actifs pour les autres sites.
- En juin 2011, la société a signé une entente avec ExxonMobil pour 322 magasins et des contrats d'approvisionnement en carburant pour 63 autres magasins. Les magasins sont tous opérés dans le sud de la Californie aux États-Unis. Il est prévu que cette transaction soit conclue en phases dont les premières phases ont débuté au mois d'août 2011 et les dernières devraient se dérouler au premier trimestre de l'année calendrier 2012. La transaction est sujette aux approbations réglementaires et conditions de clôture usuelles. Ci-dessus, un résumé des progrès effectués dans le cadre de cette entente au cours de la période de 40 semaines terminée le 29 janvier 2012, ainsi que les étapes qui devraient être conclues subséquemment :
 - En août 2011, la société a fait l'acquisition d'un site corporatif pour lequel elle est propriétaire du terrain et de l'immeuble et a acquis des contrats d'approvisionnement en carburant pour 63 autres magasins.
 - En octobre 2011, la société a fait l'acquisition d'un magasin corporatif pour lequel elle est propriétaire du terrain et de l'immeuble et de 83 magasins opérés par des exploitants indépendants pour lesquels la société est propriétaire des immeubles et loue les terrains.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

(en millions de dollars américains, à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions, non auditées)

- À la fin octobre 2011 et au début de novembre 2011, la société a fait l'acquisition de 72 magasins corporatifs pour lesquels elle est propriétaire du terrain et de l'immeuble pour 37 sites et loue les terrains et est propriétaire des immeubles pour les autres sites.
- Subséquemment à la période de 40 semaines terminée le 29 janvier 2012 et ne faisant donc pas partie du tableau de répartition de prix d'achat présenté ci-dessous :
 - Au 29 janvier 2012, 164 magasins opérés par des exploitants indépendants restaient à intégrer au réseau de la société. Cependant, la vente de ces magasins à la société par ExxonMobil est conditionnelle à l'obligation de ExxonMobil de soumettre une offre « bona fide » à chacun des exploitants indépendants. Si l'offre est acceptée par l'exploitant indépendant, seul le contrat d'approvisionnement en carburant est transféré à la société.
 - Entre le 29 janvier 2012 et le 13 mars 2012, la société a acquis sept magasins corporatifs opérés par des exploitants indépendants pour lesquels l'immobilier est détenu par la société ainsi que les contrats d'approvisionnement en carburant relatif à ces magasins. De plus, durant cette période, trois exploitants indépendants ont choisi d'accepter l'offre « bona fide » de ExxonMobil. Conséquemment, trois contrats d'approvisionnement en carburant ont été transférés à la société durant cette période.
 - D'ici la fin de l'année civile 2012, la société s'attend à faire l'acquisition de 140 magasins opérés par des exploitants indépendants pour lesquels l'immobilier serait détenu par la société et s'attend au transfert à la société de 14 contrats d'approvisionnement en carburant.
- Le 13 octobre 2011, la société a acquis auprès de Chico Enterprises Inc., 26 magasins corporatifs opérant dans le nord de la Virginie de l'ouest, aux États-Unis. La société est propriétaire de l'immobilier de 25 des sites tandis qu'elle est propriétaire de l'immeuble et loue le terrain pour l'autre site.
- Les 16 et 17 novembre 2011, la société a acquis auprès de ExxonMobil, 33 magasins corporatifs opérant sous la bannière « On the Run » dans l'état de la Louisiane, États-Unis. La société est propriétaire des immeubles des 33 sites ainsi que des terrains de 25 sites tandis qu'elle loue les terrains pour huit sites.
- Le 12 décembre 2011, la société a acquis auprès de Neighbors Stores Inc., 11 magasins corporatifs opérant sous la bannière « Neighbors » dans l'état de la Caroline du Nord aux États-Unis. La société est propriétaire des immeubles de huit sites ainsi que des terrains de neuf sites tandis qu'elle loue ces mêmes actifs pour les autres sites.
- Au cours de la période de 40 semaines terminée le 29 janvier 2012, la société a également fait l'acquisition de 15 autres magasins par l'entremise de transactions distinctes. La société loue les terrains et les immeubles pour sept sites et elle est propriétaire de ces mêmes actifs pour les autres sites.

Des frais d'acquisition ont été comptabilisés au poste frais d'exploitation, de vente, administratifs et généraux relativement à ces acquisitions. Ces acquisitions ont été effectuées pour une contrepartie totale en espèces de 350,3 \$. Le tableau qui suit présente les répartitions du prix d'achat basé sur les justes valeurs à la date d'acquisition :

	\$
Actifs corporels acquis	
Stocks	17,4
Immobilisations	241,0
Autres actifs	2,1
<u>Actif corporel total</u>	<u>260,5</u>
Passifs pris en charge	
Créditeurs et charges à payer	1,3
Crédits reportés et autres éléments de passif	23,8
<u>Passif total</u>	<u>25,1</u>
<u>Actif corporel net acquis</u>	<u>235,4</u>
Intangibles	43,9
Goodwill	72,3
Goodwill négatif comptabilisé aux résultats	(1,3)
<u>Contrepartie totale payée en espèces</u>	<u>350,3</u>

La société estime que le montant du goodwill déductible aux fins fiscales se chiffre à approximativement 4,8 \$.

La société a effectué ces acquisitions avec pour objectif d'accroître ses parts de marché et d'augmenter les économies d'échelle dont elle profite. Ces acquisitions ont généré un goodwill de 72,3 \$ principalement dû à la localisation des magasins qui est favorable aux activités de la société : emplacement accessible, faible présence de concurrents et proximité de la clientèle cible. Depuis la date d'acquisition, les revenus et les bénéfices nets relatifs à

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS
(en millions de dollars américains, à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions, non auditées)

ces magasins ont été respectivement de 616,1 \$ et de 3,0 \$. Considérant la nature de ces acquisitions, l'information financière disponible ne permet pas la présentation fidèle du Chiffre d'affaires et du Bénéfice net pro forma de la Corporation eut-elle réalisée ces acquisitions au début de l'exercice.

Le 11 mai 2011, la société, par l'entremise de la coentreprise RDK, a conclu l'acquisition auprès de Gas City Ltd de quatre magasins corporatifs situés dans la région de Chicago, aux États-Unis. RDK loue le terrain et l'immeuble pour un site et elle est propriétaire de ces mêmes actifs pour les autres sites.

Les 8, 9 et 10 novembre 2011, la société, par l'entremise de la coentreprise RDK, a acquis auprès de Supervalu Inc., 27 magasins opérant dans la région de Chicago, Illinois, États-Unis. L'entente comprend aussi le transfert à RDK de deux parcelles de terrains vacants. Des 27 magasins, 14 sont des magasins corporatifs et 13 sont exploités par des exploitants indépendants. RDK est propriétaire de l'immobilier pour 24 magasins et des deux parcelles de terrains vacants, est propriétaire des immeubles et loue les terrains pour deux sites et loue ces mêmes actifs pour le dernier magasin.

6. BÉNÉFICE NET PAR ACTION

	Période de 16 semaines terminée le 29 janvier 2012			Période de 16 semaines terminée le 30 janvier 2011		
	Bénéfice net \$	Nombre moyen pondéré d'actions (en milliers)	Bénéfice net par action \$	Bénéfice net \$	Nombre moyen pondéré d'actions (en milliers)	Bénéfice net par action \$
Bénéfice net de base attribuable aux actionnaires de catégories A et B	86,8	177 731	0,49	69,6	184 486	0,38
Effet dilutif des options d'achat d'actions		3 528	(0,01)		3 724	(0,01)
Bénéfice net dilué disponible aux actionnaires de catégories A et B	86,8	181 259	0,48	69,6	188 210	0,37

	Période de 40 semaines terminée le 29 janvier 2012			Période de 40 semaines terminée le 30 janvier 2011		
	Bénéfice net \$	Nombre moyen pondéré d'actions (en milliers)	Bénéfice net par action \$	Bénéfice net \$	Nombre moyen pondéré d'actions (en milliers)	Bénéfice net par action \$
Bénéfice net de base attribuable aux actionnaires de catégories A et B	339,8	180 866	1,88	304,7	185 025	1,65
Effet dilutif des options d'achat d'actions		3 498	(0,04)		3 544	(0,03)
Bénéfice net dilué disponible aux actionnaires de catégories A et B	339,8	184 364	1,84	304,7	188 569	1,62

Lorsqu'elles ont un effet antidilutif, les options d'achat d'actions doivent être exclues du calcul du bénéfice net dilué par action. Aucune option d'achat d'actions n'est exclue pour les périodes de 16 et 40 semaines terminées le 29 janvier 2012. Un total de 304 500 et 636 405 options d'achat d'actions est exclu du calcul pour les périodes de 16 et 40 semaines terminées le 30 janvier 2011, respectivement.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS
(en millions de dollars américains, à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions, non auditées)

7. CAPITAL-ACTIONS

Au 29 janvier 2012, la société a 53 686 412 (53 698 712 au 30 janvier 2011) actions à vote multiple catégorie A comportant dix votes par action et 125 292 818 (129 983 221 au 30 janvier 2011) actions à droit de vote subalterne catégorie B comportant un vote par action d'émissions et en circulation.

Depuis le 25 octobre 2010, la société avait un programme de rachat d'actions lequel a expiré le 24 octobre 2011. Ce programme lui permettait de racheter un maximum de 2 685 335 des 53 706 712 actions à vote multiple catégorie A et un maximum de 11 621 801 des 116 218 014 actions à droit de vote subalterne catégorie B émises et en circulation au 20 octobre 2010 (représentant 5,0 % des actions à vote multiple catégorie A émises et en circulation et 10,0 % des actions à droit de vote subalterne catégorie B détenues par le public, respectivement à cette date, tel que défini par les règles applicables). En vertu des exigences de la Bourse de Toronto, la société pouvait procéder à un rachat quotidien maximum de 1 000 actions à vote multiple catégorie A et 83 622 actions à droit de vote subalterne catégorie B. Les rachats ont eu pour effet de réduire le nombre d'actions à vote multiple catégorie A et d'actions à droit de vote subalterne catégorie B émises et d'augmenter la quote-part proportionnelle de tous les actionnaires de la société restants au prorata de leur participation relative dans le capital-actions de la société. Les actions rachetées en vertu du programme de rachat d'actions ont été annulées dès leur rachat. Le tableau suivant résume les rachats d'actions effectués en vertu de ce programme.

	Période de 16 semaines terminée le 29 janvier 2012		Période de 40 semaines terminée le 29 janvier 2012		Depuis l'implantation de ce programme	
	Nombre d'actions rachetées	Prix moyen pondéré par action	Nombre d'actions rachetées	Prix moyen pondéré par action	Nombre d'actions rachetées	Prix moyen pondéré par action
Actions à vote multiple catégorie A	1 000	29,50 \$ CA	2 700	29,44 \$ CA	14 700	26,08 \$ CA
Actions à droit de vote subalterne catégorie B	206 700	29,28 \$ CA	4 559 900	28,81 \$ CA	7 328 200	27,40 \$ CA

Le 25 octobre 2011, la société a mis en place un nouveau programme de rachat d'actions. Ce programme permet à la société de racheter un maximum de 2 684 420 des 53 688 412 actions à vote multiple catégorie A et un maximum de 11 126 400 des 111 264 009 actions à droit de vote subalterne catégorie B émises et en circulation au 11 octobre 2011 (représentant 5,0 % des actions à vote multiple catégorie A émises et en circulation et 10,0 % des actions à droit de vote subalterne catégorie B détenues par le public, respectivement à cette date, tel que défini par les règles applicables). En vertu des exigences de la Bourse de Toronto, la société peut procéder à un rachat quotidien maximum de 1 000 actions à vote multiple catégorie A et 82 118 actions à droit de vote subalterne catégorie B. Les rachats ont pour effet de réduire le nombre d'actions à vote multiple catégorie A et d'actions à droit de vote subalterne catégorie B émises et d'augmenter la quote-part proportionnelle de tous les actionnaires de la société restants au prorata de leur participation relative dans le capital-actions de la société. Les actions rachetées en vertu du programme de rachat d'actions sont annulées dès leur rachat. La période de rachat se terminera au plus tard le 24 octobre 2012. Le tableau suivant résume les rachats d'action effectués en vertu de ce programme, depuis son implantation.

	Période de 16 semaines terminée le 29 janvier 2012		Période de 40 semaines terminée le 29 janvier 2012		Depuis l'implantation de ce programme	
	Nombre d'actions rachetées	Prix moyen pondéré par action	Nombre d'actions rachetées	Prix moyen pondéré par action	Nombre d'actions rachetées	Prix moyen pondéré par action
Actions à vote multiple catégorie A	1 000	30,50 \$ CA	1 000	30,50 \$ CA	1 000	30,50 \$ CA
Actions à droit de vote subalterne catégorie B	2 409 300	30,19 \$ CA	2 409 300	30,19 \$ CA	2 409 300	30,19 \$ CA

Au cours de la période de 16 semaines terminée le 29 janvier 2012, un total de 2 171 724 actions à droit de vote subalterne catégorie B ont été émises suite à la levée d'options (517 255 pour la période de 16 semaines terminée le 30 janvier 2011). Au cours de la période de 40 semaines terminée le 29 janvier 2012, un total de 2 358 141 actions à droit de vote subalterne catégorie B ont été émises suite à la levée d'options (2 393 228 pour la période de 40 semaines terminée le 30 janvier 2011).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS
(en millions de dollars américains, à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions, non auditées)

8. INFORMATION SECTORIELLE

La société exploite des magasins d'accommodation aux États-Unis et au Canada. Elle exerce essentiellement ses activités dans un seul secteur isolable, soit la vente de produits de consommation immédiate et de carburant par l'entremise de magasins corporatifs ou de franchises. L'exploitation des magasins d'accommodation se fait sous plusieurs bannières, dont Couche-Tard, Mac's et Circle K. Les revenus de sources externes proviennent principalement de deux catégories, soit les marchandises et les services ainsi que le carburant.

Le tableau suivant fournit de l'information sur les principales catégories de produits ainsi que de l'information d'ordre géographique :

	Période de 16 semaines terminée le 29 janvier 2012			Période de 16 semaines terminée le 30 janvier 2011		
	États-Unis	Canada	Total	États-Unis	Canada	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Produits de clients externes ^(a)						
Marchandises et services	1 272,5	595,4	1 867,9	1 200,8	585,0	1 785,8
Carburant	3 969,0	767,2	4 736,2	3 047,7	653,4	3 701,1
	5 241,5	1 362,6	6 604,1	4 248,5	1 238,4	5 486,9
Marge brute						
Marchandises et services	420,9	193,2	614,1	398,4	195,3	593,7
Carburant	171,4	41,0	212,4	138,1	43,2	181,3
	592,3	234,2	826,5	536,5	238,5	775,0
Total de l'actif à long terme ^(b)	2 374,5	612,8	2 987,3	2 058,7	548,0	2 606,7
	Période de 40 semaines terminée le 29 janvier 2012			Période de 40 semaines terminée le 30 janvier 2011		
	États-Unis	Canada	Total	États-Unis	Canada	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Produits de clients externes ^(a)						
Marchandises et services	3 298,3	1 685,3	4 983,6	3 178,5	1 602,2	4 780,7
Carburant	9 901,7	2 049,0	11 950,7	7 439,0	1 593,7	9 032,7
	13 200,0	3 734,3	16 934,3	10 617,5	3 195,9	13 813,4
Marge brute						
Marchandises et services	1 088,7	563,4	1 652,1	1 049,5	552,3	1 601,8
Carburant	473,1	112,3	585,4	424,0	106,5	530,5
	1 561,8	675,7	2 237,5	1 473,5	658,8	2 132,3

- (a) Les zones géographiques sont délimitées en fonction de l'endroit où la société génère les produits d'exploitation (l'endroit où se fait la vente) ainsi que l'emplacement des actifs à long terme.
(b) Excluant les instruments financiers, les actifs d'impôts différés, et les actifs relatifs aux avantages postérieurs à l'emploi.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS
(en millions de dollars américains, à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions, non auditées)

9. PROVISIONS

Le rapprochement des principales provisions de la société est présenté ci-dessous :

	Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	Provision pour frais de réhabilitation de sites	Provision pour indemnités d'accidents de travail	Obligation relative à la responsabilité civile	Autres provisions	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Période de 40 semaines terminée le 29 janvier 2012						
Solde au début de la période	60,8	25,5	25,0	13,7	-	125,0
Passif engagé	0,4	5,8	11,9	5,5	-	23,6
Passif réglé	(1,1)	(4,9)	(10,7)	(4,4)	-	(21,1)
Charge de désactualisation	3,6	0,2	0,5	0,1	-	4,4
Acquisitions d'entreprises	1,8	22,0	-	-	-	23,8
Renversement de montants non utilisés	(0,2)	(2,2)	-	-	-	(2,4)
Révision d'estimations	-	0,1	-	0,1	-	0,2
Effet des fluctuations du taux de change	(0,4)	(0,4)	-	-	-	(0,8)
Solde à la fin de la période	64,9	46,1	26,7	15,0	-	152,7
Portion court terme des provisions						47,8
Portion long terme des provisions						104,9
Période de 52 semaines terminée le 24 avril 2011						
Solde au début de la période	56,4	26,6	23,3	12,0	0,8	119,1
Passif engagé	0,5	8,3	15,7	9,0	-	33,5
Passif réglé	(1,6)	(6,2)	(14,4)	(7,4)	(0,8)	(30,4)
Charge de désactualisation	4,5	0,3	0,5	0,1	-	5,4
Acquisitions d'entreprises	0,4	-	-	-	-	0,4
Renversement de montants non utilisés	-	(3,8)	(0,1)	(0,1)	-	(4,0)
Révision d'estimations	-	-	-	0,1	-	0,1
Effet des fluctuations du taux de change	0,6	0,3	-	-	-	0,9
Solde à la fin de la période	60,8	25,5	25,0	13,7	-	125,0
Portion court terme des provisions						36,3
Portion long terme des provisions						88,7

10. ÉVÉNEMENTS SUBSÉQUENTS

En février 2012, la société a signé une entente, afin d'acquérir 20 magasins corporatifs opérant dans l'état du Texas, États-Unis. Advenant la clôture de la transaction, laquelle est prévue pour mai 2012, la société louerait l'immobilier pour tous les sites. La transaction est sujette aux approbations réglementaires et conditions de clôture usuelles.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS (en millions de dollars américains, à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions, non auditées)

11. PREMIÈRE ADOPTION DES IFRS

Les états financiers de l'exercice terminé le 29 avril 2012 seront les premiers états financiers consolidés de la société préparés conformément aux IFRS. Les présents états financiers intermédiaires ont été préparés conformément aux normes applicables pour les états financiers intermédiaires, tel que publié par l'IASB. La date de transition de la société aux IFRS est le 26 avril 2010.

Les conventions comptables IFRS de la société présentées à la note 2 ont été utilisées pour la préparation des états financiers intermédiaires pour les périodes de 16 et 40 semaines terminées le 29 janvier 2012, pour l'information comparative et pour le premier bilan consolidé à la date de la transition.

La société a mis en application IAS 34, « *Information financière intermédiaire* » et l'IFRS 1, « *Première adoption des normes internationales d'information financière* », pour préparer ses états financiers intermédiaires IFRS. L'incidence de la transition aux IFRS sur les états des résultats consolidés, les états du résultat global consolidés, les bilans consolidés, les capitaux propres consolidés et les flux de trésorerie consolidés présentés est décrite dans la présente note et est expliquée plus en détail dans les notes explicatives relatives aux tableaux.

Exemptions relativement à la première adoption

Lors de la transition, l'IFRS 1 impose certaines exceptions obligatoires et autorise certaines exemptions à l'application rétrospective complète. La société a appliqué les exceptions obligatoires et les exemptions facultatives suivantes :

Exceptions obligatoires appliquées par la société :

- Les actifs et les passifs financiers qui ont été décomptabilisés avant le 26 avril 2010 selon les PCGR du Canada n'ont pas été comptabilisés selon les IFRS.
- La société a appliqué la comptabilité de couverture dans le premier bilan seulement lorsque toutes les conditions requises selon l'IAS 39 ont été satisfaites à la date de transition.
- Les estimations établies auparavant aux termes des PCGR du Canada n'ont pas été révisées en raison de l'application des IFRS, sauf si cela était nécessaire pour tenir compte des différences dans les conventions comptables.

Autres exemptions facultatives adoptées par la société :

- La société a choisi de ne pas appliquer rétrospectivement l'IFRS 3, « *Regroupements d'entreprises* », aux regroupements d'entreprises qui se sont produits avant la date de transition (26 avril 2010), incluant les regroupements d'entreprise effectués par la coentreprise. Voir la note g) pour obtenir une explication de l'incidence de cette exemption.
- Pour tous ses régimes d'avantages sociaux, la société a choisi de comptabiliser tous les gains et pertes actuariels cumulés existant à la date de transition aux bénéfices non répartis. Voir la note d) pour obtenir une explication de l'incidence de cette exemption.
- La société a choisi de ne pas comptabiliser rétrospectivement l'effet sur les actifs des variations des passifs existants relatifs à ses obligations liées à la mise hors service d'immobilisations, et des passifs similaires, lesquelles variations peuvent s'être produites avant la date de transition.
- La société a choisi d'utiliser les faits et circonstances qui existaient en date du 26 avril 2010 pour déterminer si un accord signé avant le 26 avril 2004 contient un contrat de location. Les accords signés après cette date ont été évalués selon les PCGR du Canada et n'ont pas été analysés de façon détaillée puisque ces analyses auraient donné lieu à des conclusions semblables selon IAS 17 et IFRIC 4.
- La société a choisi d'utiliser l'exemption prévue par IFRS 1 et a appliqué IFRS 2 à tous les instruments de capitaux propres attribués après le 29 avril 2002.
- La société a choisi de mettre à zéro le montant cumulé des variations de redressement de conversion de devises dans le solde d'ouverture des bénéfices non répartis à la date de transition.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

(en millions de dollars américains, à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions, non auditées)

Rapprochement du bilan consolidé et des capitaux propres au 26 avril 2010

Notes explicatives	Bilan selon les PCGR du Canada	Éléments de rapprochement avec les IFRS							Bilan selon les IFRS	
		Transactions de cession-bail a)	Actualisation des provisions b)	Contrats déficitaires c)	Avantages sociaux futurs d)	Options d'achat d'action e)	Coentreprise f)	Différences de présentation h)		Renversement des écarts de change i)
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
Actif										
Actif à court terme										
Trésorerie et équivalents de trésorerie	220,9						(5,2)			215,7
Débiteurs	286,2						(5,4)			280,8
Stocks	474,1						(4,2)			469,9
Frais payés d'avance	20,2						(0,2)			20,0
Impôts sur les bénéfices à recevoir	4,7							13,0		17,7
Impôts différés	24,9							(24,9)		-
	1 031,0	-	-	-	-	-	(15,0)	(11,9)	-	1 004,1
Immobilisations	1 980,5						(65,6)			1 914,9
Goodwill	426,5						(1,2)			425,3
Actifs incorporels	188,2									188,2
Autres actifs	65,2		(1,1)		(8,3)					55,8
Participation dans une coentreprise	-						42,1			42,1
Impôts différés	5,3			0,2	3,0			0,1		8,6
	3 696,7	-	(1,1)	0,2	(5,3)	-	(39,7)	(11,8)	-	3 639,0
Passif										
Passif à court terme										
Créditeurs et charges à payer	872,9	(0,1)					(14,2)	(36,9)		821,7
Provisions	-							31,4		31,4
Portion à court terme de la dette à long terme	4,4									4,4
Impôts différés	5,6		0,2		(3,0)			(2,8)		-
	882,9	(0,1)	0,2	-	(3,0)	-	(14,2)	(8,3)	-	857,5
Dette à long terme	736,8						(24,9)			711,9
Provisions	-		(3,4)	0,8				90,3		87,7
Crédits reportés et autres éléments de passif	285,8	(98,6)				13,2	(0,6)	(71,8)		128,0
Impôts différés	176,9	38,4	0,6					(22,0)		193,9
	2 082,4	(60,3)	(2,6)	0,8	10,2	-	(39,7)	(11,8)	-	1 979,0
Capitaux propres										
Capital-actions	319,5									319,5
Surplus d'apport	18,8						1,6			20,4
Bénéfices non répartis	1 167,0	60,3	1,5	(0,6)	(15,5)	(1,6)			108,6	1 319,7
Cumul des autres éléments du résultat global	109,0								(108,6)	0,4
	1 614,3	60,3	1,5	(0,6)	(15,5)	-	-	-	-	1 660,0
	3 696,7	-	(1,1)	0,2	(5,3)	-	(39,7)	(11,8)	-	3 639,0

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

(en millions de dollars américains, à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions, non auditées)

Rapprochement du bilan consolidé et des capitaux propres au 24 avril 2011

Notes explicatives	Éléments de rapprochement avec les IFRS									
	Bilan selon les PCGR du Canada	Transactions de cession-bail a)	Actualisation des provisions b)	Avantages sociaux futurs d)	Option d'achat d'action e)	Coentreprise f)	Frais d'acquisition regroupement d'entreprises g)	Différences de présentation h)	Renversement des écarts de change i)	Bilan selon les IFRS
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Actif										
Actif à court terme										
Trésorerie et équivalents de trésorerie	320,4					(10,7)				309,7
Débiteurs	356,1					(6,9)	(0,1)			349,1
Stocks	530,7					(4,7)				526,0
Frais payés d'avance	21,3					(0,3)				21,0
Impôts sur les bénéfices à recevoir	26,6							9,8		36,4
Impôts différés	33,9		(0,2)	2,8				(36,5)		-
	1 289,0	-	(0,2)	2,8	-	(22,6)	(0,1)	(26,7)	-	1 242,2
Immobilisations	2 002,8					(67,2)	(0,2)			1 935,4
Goodwill	442,5					(1,1)	(0,5)			440,9
Actifs incorporels	188,6									188,6
Autres actifs	66,9		(0,8)	(7,9)		(0,2)				58,0
Participation dans une coentreprise	-					48,2				48,2
Impôts différés	9,8			2,9						12,7
	3 999,6	-	(1,0)	(2,2)	-	(42,9)	(0,8)	(26,7)	-	3 926,0
Passif										
Passif à court terme										
Créditeurs et charges à payer	994,5	(0,2)				(17,5)		(40,3)		936,5
Provisions	-							36,3		36,3
Portion à court terme de la dette à long terme	4,6									4,6
Impôts différés	21,2							(21,2)		-
	1 020,3	(0,2)	-	-	-	(17,5)	-	(25,2)	-	977,4
Dette à long terme	521,8					(24,9)				496,9
Provisions	-		(3,3)					92,0		88,7
Crédits reportés et autres éléments de passif	299,0	(95,6)		13,0		(0,5)		(78,2)		137,7
Impôts différés	222,4	37,2	0,7				(0,3)	(15,3)		244,7
	2 063,5	(58,6)	(2,6)	13,0	-	(42,9)	(0,3)	(26,7)	-	1 945,4
Capitaux propres										
Capital-actions	323,8									323,8
Surplus d'apport	18,1				1,2					19,3
Bénéfices non répartis	1 444,5	58,5	1,6	(15,2)	(1,2)		(0,5)		108,6	1 596,3
Cumul des autres éléments du résultat global	149,7	0,1							(108,6)	41,2
	1 936,1	58,6	1,6	(15,2)	-	-	(0,5)	-	-	1 980,6
	3 999,6	-	(1,0)	(2,2)	-	(42,9)	(0,8)	(26,7)	-	3 926,0

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

(en millions de dollars américains, à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions, non audités)

Rapprochement de l'état du résultat consolidé et du résultat global consolidé pour l'exercice terminé le 24 avril 2011

Notes explicatives	Éléments de rapprochement avec les IFRS									
	État des résultats selon les PCGR du Canada	Transactions de cession-bail a)	Actualisation des provisions b)	Contrats déficitaires c)	Avantages sociaux futurs d)	Option d'achat d'action e)	Coentreprise f)	Frais d'acquisition regroupement d'entreprises g)	Différences de présentation h)	État des résultats selon les IFRS
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Chiffre d'affaires	18 965,9						(415,5)			18 550,4
Coût des ventes	16 180,7						(376,0)			15 804,7
Marge brute	2 785,2	-	-	-	-	-	(39,5)	-	-	2 745,7
Frais d'exploitation, de vente, administratifs et généraux	2 050,4	3,0	(0,9)	(0,8)	(0,6)	(0,4)	(18,1)	0,8	(4,5)	2 028,9
Amortissement des immobilisations et des autres actifs	216,3						(2,6)			213,7
Bénéfice d'exploitation	518,5	(3,0)	0,9	0,8	0,6	0,4	(18,8)	(0,8)	4,5	503,1
Quote-part des résultats d'une coentreprise comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence	-						16,9			16,9
Frais de financement	37,6		0,7				(1,9)		4,5	40,9
Revenus financiers	(11,3)									(11,3)
Frais de financement nets	26,3	-	0,7	-	-	-	(1,9)	-	4,5	29,6
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices	492,2	(3,0)	0,2	0,8	0,6	0,4	-	(0,8)	-	490,4
Impôts sur les bénéfices	122,1	(1,2)	0,1	0,2	0,3		-	(0,3)		121,2
Bénéfice net	370,1	(1,8)	0,1	0,6	0,3	0,4	-	(0,5)	-	369,2
Variation des redressements cumulés de conversion de devises	40,0									40,0
Variation de la juste valeur d'un instrument financier désigné comme élément de couverture de flux de trésorerie	2,0									2,0
Reclassement aux résultats du gain réalisé sur un instrument financier désigné comme élément de couverture de flux de trésorerie	(1,3)									(1,3)
Résultat global	410,8	(1,8)	0,1	0,6	0,3	0,4	-	(0,5)	-	409,9

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

(en millions de dollars américains, à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions, non auditées)

Rapprochement des capitaux propres consolidés au 30 janvier 2011

Notes explicatives	Éléments de rapprochement avec les IFRS								
	Capitaux propres selon les PCGR du Canada	Transactions de cession-bail a)	Actualisation des provisions b)	Contrats déficitaires c)	Avantages sociaux futurs d)	Option d'achat d'action e)	Frais d'acquisition regroupement d'entreprises g)	Renversement des écarts de change i)	Capitaux propres selon les IFRS
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Capitaux propres									
Capital-actions	323,5								323,5
Surplus d'apport	17,9					1,2	(0,5)		19,1
Bénéfices non répartis	1 397,7	59,3	1,2	(0,4)	(15,7)	(1,2)		108,6	1 549,0
Cumul des autres éléments du résultat global	111,0						(0,5)	(108,6)	2,4
	1 850,1	59,3	1,2	(0,4)	(15,7)	-	-	-	1 894,0

Rapprochement de l'état du résultat consolidé et du résultat global consolidé pour la période de 16 semaines terminée le 30 janvier 2011

Notes explicatives	Éléments de rapprochement avec les IFRS								
	État des résultats selon les PCGR du Canada	Transactions de cession-bail a)	Actualisation des provisions b)	Contrats déficitaires c)	Option d'achat d'action e)	Coentreprise f)	Frais d'acquisition regroupement d'entreprises g)	Différences de présentation h)	État des résultats selon les IFRS
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Chiffre d'affaires	5 611,2					(124,3)			5 486,9
Coût des ventes	4 825,3					(113,4)			4 711,9
Marge brute	785,9	-	-	-	-	(10,9)	-	-	775,0
Frais d'exploitation, de vente, administratifs et généraux	616,8	1,9		(0,1)	(0,2)	(5,7)	0,2	(1,4)	611,5
Amortissement des immobilisations et des autres actifs	67,0					(0,9)			66,1
Bénéfice d'exploitation	102,1	(1,9)	-	0,1	0,2	(4,3)	(0,2)	1,4	97,4
Quote-part des résultats d'une coentreprise comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence	-					3,8			3,8
Frais de financement	19,5		0,3			(0,5)		1,4	20,7
Revenus financiers	(9,5)								(9,5)
Frais de financement nets	10,0		0,3			(0,5)		1,4	11,2
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices	92,1	(1,9)	(0,3)	0,1	0,2	-	(0,2)	-	90,0
Impôts sur les bénéfices	21,1	(0,7)	(0,1)	0,1					20,4
Bénéfice net	71,0	(1,2)	(0,2)	-	0,2	-	(0,2)	-	69,6
Variations des redressements cumulés de conversion de devises	3,0								3,0
Variation de la juste valeur d'un instrument financier désigné comme élément de couverture de flux de trésorerie	1,0								1,0
Reclassement aux résultats du gain réalisé sur un instrument financier désigné comme élément de couverture de flux de trésorerie	(0,6)								(0,6)
Résultat global	74,4	(1,2)	(0,2)	-	0,2	-	(0,2)	-	73,0

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

(en millions de dollars américains, à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions, non audités)

Rapprochement de l'état du résultat consolidé et du résultat global pour la période de 40 semaines terminée le 30 janvier 2011

Notes explicatives	Éléments de rapprochement avec les IFRS									
	État des résultats selon les PCGR du Canada	Transactions de cession-bail a)	Actualisation des provisions b)	Contrats déficitaires c)	Avantages sociaux futurs d)	Option d'achat d'action e)	Coentreprise f)	Frais d'acquisition regroupement d'entreprises g)	Différences de présentation h)	État des résultats selon les IFRS
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Chiffre d'affaires	14 124,8						(311,4)			13 813,4
Coût des ventes	11 960,4						(279,3)			11 681,1
Marge brute	2 164,4	-	-	-	-	-	(32,1)	-	-	2 132,3
Frais d'exploitation, de vente, administratifs et généraux	1 565,9	1,5	(0,2)	(0,3)		(0,4)	(14,4)	0,6	(3,5)	1 549,2
Amortissement des immobilisations et des autres actifs	164,8						(2,0)			162,8
Bénéfice d'exploitation	433,7	(1,5)	0,2	0,3	-	0,4	(15,7)	(0,6)	3,5	420,3
Quote-part des résultats d'une coentreprise comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence	-						14,3			14,3
Frais de financement	35,5		0,6				(1,4)		3,5	38,2
Revenus financiers	(11,2)									(11,2)
Frais de financement nets	24,3	-	0,6	-	-	-	(1,4)	-	3,5	27,0
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices	409,4	(1,5)	(0,4)	0,3	-	0,4	-	(0,6)	-	407,6
Impôts sur les bénéfices	103,3	(0,5)	(0,1)	0,1	0,2			(0,1)		102,9
Bénéfice net	306,1	(1,0)	(0,3)	0,2	(0,2)	0,4	-	(0,5)	-	304,7
Variations des redressements cumulés de conversion de devises	0,8									0,8
Variation de la juste valeur d'un instrument financier désigné comme élément de couverture de flux de trésorerie	2,3									2,3
Reclassement aux résultats du gain réalisé sur un instrument financier désigné comme élément de couverture de flux de trésorerie	(1,1)									(1,1)
Résultat global	308,1	(1,0)	(0,3)	0,2	(0,2)	0,4	-	(0,5)	-	306,7

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

(en millions de dollars américains, à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions, non auditées)

Notes relatives aux rapprochements

a) Comptabilisation des gains reportés sur transactions de cession-bail

Sous les PCGR du Canada : Le chapitre 3065 du manuel de l'ICCA « *Contrats de location* » exigeait que tout gain ou perte découlant d'une transaction de cession-bail soit reporté et amorti sur la durée du bail. La perte devait être comptabilisée en résultats immédiatement lorsque la juste valeur du bien subséquemment loué était inférieure à sa valeur comptable au moment de la transaction.

Sous les IFRS : IAS 17 « *Contrats de location* » exige la comptabilisation en résultats immédiate de tout gain ou perte découlant de transactions de cession-bail sauf si :

- le prix de vente est inférieur à la juste valeur et la perte est compensée par des paiements futurs inférieurs au prix du marché, auquel cas la perte est reportée et amortie proportionnellement aux paiements au titre de la location sur la période pendant laquelle il est prévu d'utiliser l'actif;
- le prix de vente est supérieur à la juste valeur, auquel cas l'excédent est reporté et amorti sur la durée d'utilisation attendue de l'actif.

En vertu de cette différence, la société a analysé tous les gains reportés existants en date de transition. Lorsque les transactions avaient été conclues à la juste valeur, les gains reportés au bilan en date de transition ont été renversés et comptabilisés aux bénéfices non répartis. L'amortissement des gains reportés comptabilisé au cours de l'exercice 2011 a été renversé et tous les gains qui avaient été reportés suite à des transactions de cession-bail réalisées au cours de la même période ont été reclassés et enregistrés directement aux résultats.

b) Actualisation des provisions

Sous les PCGR du Canada : La seule provision devant être actualisée est la provision pour mise hors service d'immobilisation et le taux ne doit pas être ajusté rétroactivement.

Sous les IFRS : IAS 37 « *Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels* » stipule que lorsque l'effet de la valeur temps de l'argent est significatif, le montant de toutes provisions doit être la valeur actualisée des dépenses attendues que l'on pense nécessaires pour régler l'obligation.

En vertu de cette différence, la société a passé en revue toutes les provisions comptabilisées au bilan en date de transition et a actualisé celles dont la valeur temps avait un impact significatif. Ceci a eu pour impact de réduire le solde des provisions comptabilisées au bilan en date de transition. Pour l'exercice 2011, les nouvelles charges comptabilisées en résultats relativement à ces provisions ont été réduites afin de refléter leur actualisation et une charge de désactualisation a été enregistrée aux résultats.

c) Contrats déficitaires

Sous les PCGR du Canada : Aucune provision n'est comptabilisée pour les contrats déficitaires.

Sous les IFRS : Selon IAS 37 « *Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels* », si une entité détient un contrat déficitaire, l'obligation actuelle résultant de ce contrat doit être comptabilisée et évaluée comme une provision. Un contrat déficitaire est un contrat pour lequel les coûts inévitables pour satisfaire aux obligations contractuelles sont supérieurs aux avantages économiques à recevoir attendus du contrat. Les coûts inévitables d'un contrat reflètent le coût net de sortie du contrat, c'est-à-dire le plus faible du coût d'exécution du contrat ou de toute indemnisation ou pénalité découlant du défaut d'exécution.

En vertu de cette différence, la société a passé en revue les contrats existants en date de transition afin d'identifier les contrats déficitaires. Il en a résulté la comptabilisation d'une provision pour contrat déficitaire en date du 26 avril 2010. Cette provision est comptabilisée aux résultats, renversée au fur et à mesure de l'avancement des contrats et entièrement renversée au 24 avril 2011. Ceci a entraîné une diminution des frais d'exploitation, de vente et d'administration pour l'exercice 2011 suite à l'amortissement de la provision.

d) Avantages sociaux futurs

i) Gains et pertes actuariels

Sous les PCGR du Canada : En vertu du chapitre 3461 « *Avantages sociaux futurs* », pour un régime à prestations déterminées, une entité devait utiliser la méthode du « corridor » et constater dans la période un montant au titre de

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

(en millions de dollars américains, à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions, non auditées)

l'amortissement du gain ou de la perte actuariel si, au début de la période, le gain ou la perte actuariel net non amorti excédait 10 % du plus élevé des deux montants suivants :

- a) le solde de l'obligation au titre des prestations constituées au début de l'exercice; et
- b) la juste valeur, ou la valeur liée au marché, des actifs du régime au début de l'exercice.

Sous les IFRS : Selon IAS 19 « *Avantages du personnel* », une entité peut choisir d'utiliser la méthode du corridor impliquant la non-comptabilisation d'une partie des écarts actuariels ou choisir de comptabiliser les écarts actuariels directement dans les capitaux propres.

La société a décidé de conserver la méthode de comptabilisation actuelle, c'est-à-dire la méthode du corridor. De plus, en vertu d'IFRS 1, un nouvel adoptant peut choisir de comptabiliser tous les écarts actuariels cumulés à la date de transition aux IFRS même si, par la suite, il utilise la méthode du corridor pour les écarts actuariels générés ultérieurement. La société s'est donc prévalu de ce choix et a renversé aux bénéfices non répartis les pertes actuarielles non amorties au 26 avril 2010. Le montant d'amortissement des pertes actuarielles pour l'exercice 2011 a été calculé en tenant compte des soldes ajustés selon les IFRS et le montant d'amortissement qui avait été enregistré aux résultats en 2011 sous les PCGR du Canada a été renversé.

ii) Services passés

Sous les PCGR du Canada : En vertu du chapitre 3461 « *Avantages sociaux futurs* », une entité doit amortir le coût des services passés découlant de la mise en place ou d'une modification du régime en affectant un montant égal à chacune des années de service restantes comprises dans la période prévue jusqu'à la date de l'admissibilité intégrale de chaque salarié qui était actif au moment de la mise en place ou de la modification du régime, mais n'était pas pleinement admissible aux avantages à cette date.

Sous les IFRS : Selon IAS 19 « *Avantages du personnel* », une entité doit comptabiliser en charges le coût des services passés, selon un mode linéaire, sur la durée moyenne restant à courir jusqu'à ce que les droits correspondants soient acquis au personnel.

En vertu de cette différence, la société a renversé aux bénéfices non répartis les services passés non amortis qui étaient entièrement acquis au 26 avril 2010. Le montant d'amortissement des services passés pour l'exercice 2011 a été calculé en tenant compte des soldes ajustés selon les IFRS et le montant d'amortissement qui avait été enregistré aux résultats en 2011 sous les PCGR du Canada a été ajusté.

e) Rémunération à base d'actions

Sous les PCGR du Canada : Le chapitre 3870 « *Rémunérations et autres paiements à base d'actions* », prévoyait qu'il était possible d'utiliser la méthode linéaire pour la comptabilisation de la charge de rémunération lorsqu'une méthode différente de la méthode des acquisitions graduelles des droits était utilisée pour déterminer la durée utilisée dans le calcul de la juste valeur des options lorsqu'il y avait acquisition graduelle des droits. Comme la société ne prévoyait pas de différence significative entre les durées prévues de chaque groupe d'options, la méthode linéaire était auparavant utilisée.

Sous les IFRS : IFRS 2 « *Paiement fondé sur des actions* », ne prévoit pas de telle exception. Ainsi, lorsque les options sont acquises de façon graduelle, une entité doit considérer chaque tranche d'acquisition des droits comme une acquisition distincte et amortir la charge de façon distincte pour chaque tranche d'option.

En vertu de cette différence, la société a dû modifier son modèle d'amortissement de la charge relative à l'attribution de ses options d'achat d'action afin de tenir compte des différentes dates d'attribution des droits et cesser d'utiliser la méthode de l'amortissement linéaire. Au 26 avril 2010, le total de la charge supplémentaire qui aurait dû être comptabilisée cumulativement depuis le début du régime a été passé en réduction des bénéfices non répartis avec un ajustement équivalent au surplus d'apport. La charge comptabilisée en résultats au cours de l'exercice 2011 sous les PCGR du Canada a été ajusté afin de refléter la différence entre les deux méthodes d'amortissement.

f) Coentreprise

Sous les PCGR du Canada : Le chapitre 3055 « *Participations dans des coentreprises* » exigeait la méthode de la consolidation proportionnelle. Il ne permettait pas de comptabiliser les participations dans des coentreprises à la valeur de consolidation (méthode de la mise en équivalence).

Sous les IFRS : IAS 31 « *Participations dans des coentreprises* » offre le choix d'appliquer soit la méthode de la mise en équivalence, soit la méthode de la consolidation proportionnelle aux participations dans des entités contrôlées conjointement.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

(en millions de dollars américains, à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions, non auditées)

En vertu de cette différence la société a opté pour l'utilisation de la méthode de la mise en équivalence lors de la transition aux IFRS pour la comptabilisation de sa participation dans RDK. Puisque la société utilisait la consolidation proportionnelle pour comptabiliser sa participation dans RDK sous les PCGR du Canada, 50,01% de la valeur de tous les postes de la coentreprise étaient inclus dans les postes du bilan consolidé et de l'état des résultats consolidés et ont donc été retranchés lors du rapprochement avec les IFRS. La valeur de la participation dans la coentreprise a été enregistrée au bilan sous le poste *Participation dans une coentreprise* et la quote-part de la Société des résultats de la coentreprise relatif à la l'exercice 2011 a été enregistrée au poste *Quote-part des résultats d'une coentreprise comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence*.

g) Regroupement d'entreprise

Sous les PCGR du Canada : Selon l'ancien chapitre 1581 « *Regroupement d'entreprise* » (chapitre en place avant la transition aux IFRS), les frais d'acquisition directs faisaient partie du coût d'acquisition.

Sous les IFRS : Selon IFRS 3 « *Regroupement d'entreprise* », les frais d'acquisition directs sont portés aux résultats lorsqu'encourus.

Puisque la société a choisi de se prévaloir de l'exemption de l'IFRS 1 permettant de ne pas retraiter les regroupements d'entreprise antérieurs à la date de transition, aucun redressement n'a eu lieu en date du 26 avril 2010. Les regroupements effectués au cours de l'exercice 2011 ont été redressés pour refléter cette différence. Par conséquent, les frais d'acquisition inclus dans la répartition du coût d'acquisition au cours de l'exercice 2011 ont été passés en charge dans l'état financier redressé selon les IFRS.

h) Différences relatives à la présentation

Certains montants ont été reclassés afin de refléter les différences suivantes de classification :

i) Impôts différés :

Sous les PCGR du Canada : Selon le chapitre 3465 « *Impôts sur les bénéfices* », les portions à court terme et à long terme des passifs d'impôts différés et des actifs d'impôts différés devaient être présentées séparément.

Sous les IFRS : Selon le chapitre IAS 12 « *Impôts sur le résultat* », tous les actifs et passifs d'impôts différés doivent être présentés dans l'actif et le passif long terme.

En vertu de IAS 12, tous les impôts différés ont été classés à long terme au bilan de la société.

ii) Définition de court terme :

Sous les PCGR du Canada : Selon le chapitre 1510 « *Actif et passif à court terme* », l'actif et le passif à court terme devaient comprendre les éléments normalement réalisables ou payables dans l'année qui suivait la date du bilan ou au cours du cycle normal d'exploitation s'il excédait un an.

Sous les IFRS : Selon le chapitre IAS 1 « *Présentation des états financiers* », l'entité doit présenter le montant qu'elle s'attend à recouvrer ou à régler au plus tard dans les douze mois pour chaque poste d'actif et de passif regroupant des montants qu'elle s'attend à recouvrer ou à régler :

- a) au plus tard dans les douze mois suivant la date de clôture, et
- b) plus de douze mois après la date de clôture.

La définition sous les IFRS étant plus directive, certains montants qui étaient auparavant présentés à court terme ont été reclassés à long terme au bilan consolidé de la société.

iii) Présentation des provisions :

Sous les PCGR du Canada : Il n'existait aucune indication spécifique concernant la présentation des provisions.

Sous les IFRS : IAS 1 « *Présentation des états financiers* » fait mention au paragraphe 54 I) qu'au minimum, le bilan doit comporter certains postes, incluant les provisions.

En vertu de cette différence, au bilan consolidé, la portion court terme des provisions a été retirée du poste *Créditeurs et charges à payer* et la portion long terme du poste *Crédits reportés et autres éléments de passif* afin d'être présentés séparément sous *Provisions*.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

(en millions de dollars américains, à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions, non auditées)

iv) Charge de désactualisation :

Sous les PCGR du Canada : Dans le chapitre 3110 « *Obligation liée à la mise hors service des immobilisations* » il était fait mention que la charge liée à l'écoulement du temps devait être classée comme une charge d'exploitation dans l'état des résultats, non comme une charge d'intérêts.

Sous les IFRS : Selon IFRIC 1 « *Variation des passifs existants relatifs au démantèlement, à la remise en état et des autres passifs similaires* », la désactualisation périodique doit être comptabilisée en résultats en tant que coût financier au fur et à mesure. De plus, selon IAS 37 « *Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels* », lorsque les provisions sont actualisées, la valeur comptable d'une provision augmente à chaque période pour refléter l'écoulement du temps. Cette augmentation est comptabilisée en coût financier.

En vertu de cette différence, la charge de désactualisation a été reclassée sous le poste Frais financiers à l'état des résultats consolidés de la société pour l'exercice 2011.

i) Renversement des écarts de change cumulés

L'application rétrospective des IFRS imposerait à la société d'établir le montant cumulé des différences de conversion conformément à IAS 21 « *Effets des variations des cours des monnaies étrangères* » à compter de la date de la formation ou de l'acquisition d'une filiale ou d'une entreprise détenue comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence. IFRS 1 permet de mettre à zéro le montant cumulé des différences de conversion à la date de transition. La société a choisi de mettre à zéro le montant cumulé des différences de conversion dans le solde d'ouverture des bénéfices non répartis à la date de transition.

État des flux de trésorerie

Le seul ajustement ayant eu un effet significatif sur l'état des flux de trésorerie est le changement de méthode de comptabilisation de la coentreprise, passant de la consolidation proportionnelle selon les normes canadiennes à la méthode de la mise en équivalence en IFRS. Les montants totaux des flux de trésorerie pour chacune des catégories qui étaient auparavant consolidées dans l'état des flux de trésorerie relativement à la coentreprise et qui sont maintenant exclus pour la présentation sous les IFRS pour les périodes de 16 et 40 semaines terminées le 30 janvier 2011 et de 52 semaines terminées le 24 avril 2011 sont les suivants :

	Période de 16 semaines terminée le 30 janvier 2011	Période de 40 semaines terminée le 30 janvier 2011	Période de 52 semaines terminée le 24 avril 2011
Flux de trésorerie			
Activités d'exploitation	5,0	17,4	20,6
Activités d'investissement	(1,2)	(3,3)	(4,4)
Activités de financement	(6,8)	(9,5)	(10,7)